



L'ACTION FRANÇAISE

2000

« Tout ce qui est national est nôtre »

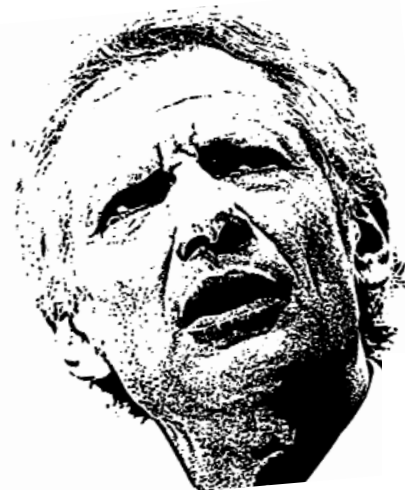
3 € | N° 2797 | 64^e année | Du 1^{er} au 14 juillet 2010 | Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois | www.actionfrancaise.net

Un droit aux loisirs

En dépit de sa faillite financière, l'État-providence fait toujours recette. Plus que jamais, ils nous appartient de dénoncer l'État républicain « qui se mêle de tout aujourd'hui, même de faire des écoles et de vendre des allumettes, et qui, en conséquence, fait tout infiniment mal, vendant des allumettes ininflammables et distribuant un enseignement insensé »... Les enfants ne lui suffisant plus, la République s'attaque à l'éducation des parents. En témoigne l'initiative du gouvernement censée participer du souci légitime de « prévenir la maltraitance des enfants », et visant à distribuer - dans les maternités ? - un « livret de coparentalité ». Gageons que toute une série de "droits" y seront répertoriés. M^{me} Marie-George Buffet vient d'ailleurs d'en inventer un nouveau. Inspiré par des élèves de CM2 ayant siégé au "Parlement des enfants", le député de Seine-Saint-Denis a déposé une proposition de loi « tendant à soutenir les adolescents au quotidien ». Entre autres dispositions, un article répond à la demande, formulée par les écoliers, d'inscrire dans la loi le droit « d'accéder aux loisirs ». Concrètement, M^{me} Buffet propose « une carte culture et loisirs accompagnée de bons prépayés ». Ce faisant, elle entérine l'idée de ses petits camarades, cités dans l'exposé des motifs, selon lesquels « l'accès aux loisirs [...] nécessite souvent », voire surtout, « d'avoir de l'argent », alors qu'il constitue « un élément essentiel de la construction de l'homme ». Autrement dit, chacun s'épanouit à la mesure de ses moyens financiers. C'est une élue communiste qui vous le dit. Chapeau ! □ G.D.

Royalisons

Dominique de Villepin !



page 16

COUPE DU MONDE

Le ballon et l'identité

La débâcle de l'équipe de France de football, revenue d'Afrique du Sud sans passer le premier tour, fait écho au malaise traversant la nation.



On l'entend dire partout depuis deux semaines : les joueurs de l'équipe de France de balle-au-pied (c'est ainsi que l'on devrait appeler le "football") ont été en-dessous de tout. Non seulement ils se sont fait éliminer en quelques jours de la Coupe du monde - ce qui, dans ce qui n'est tout de même qu'un jeu, peut arriver sans déshonneur - mais ils se sont comportés comme des voyous, des égoïstes, des enfants gâtés indisciplinés, en somme des *je m'enfoutistes*. Ces grands dadaïes sont à l'image des écoles-foutoirs de nos banlieues avec en plus l'argent qui finit de les pourrir.

Le site de *Liberté politique* disait vrai le 23 juin : « Lorsque Platini, Six ou Trésor jouaient dans les années quatre-vingt, ils gagnaient de vingt à cent mille francs par mois. C'est aujourd'hui ce que nos joueurs gagnent par jour : on ne voudrait pas qu'en plus ils jouassent ? » Il y a plus : beaucoup de ces joueurs sont des Français de fraîche date - ce qui n'est pas en soi une tare, mais l'est devenu par la façon dont ils ont été intégrés. Voilà des garçons sortis souvent des cités les plus sordides, qui ne connaissent rien d'autre que le foot (il suffit de les entendre parler...), et qui,

parce qu'il savaient taper dans un ballon, se sont retrouvés presque du jour au lendemain, riches à millions. Comme si le fric pouvait être un élément assimilateur. Que ces nouveaux riches aient fini par oublier la mission qu'il avaient à accomplir et par se rendre détestables même aux yeux de leurs plus enflammés "supporters", quoi d'étonnant ? Qui leur a appris la France ? Qui leur a appris l'honneur que représente le fait d'appartenir à l'équipe de France ? « Le sport, et peut-être spécialement le football, peut aussi être une école de vertus » reconnaissait le pape Pie XII dans

un discours de 6 juillet 1956. Donc le foot pourrait être un moyen de former de bons français. À condition de leur donner aussi le sens du sacrifice, du dévouement, les critères d'excellence qui appartiennent à l'âme française, ce qui ne s'acquiert pas du jour au lendemain. On sait maintenant que la France court après de mauvaises surprises à être représentée par des hommes qui ne la connaissent que pour son argent... ■

Michel Fromentoux

EUROPE

Débat autour du service diplomatique européen :

Députés français contre eurodéputés

PAGE 6

MONDE

La nouvelle orientation diplomatique d'Ankara :

La Turquie joue sa partie

PAGE 7

CULTURE

Des romans policiers pour l'été :

Union européenne du crime

PAGE 13



❑ SOMMET DU G20

L'impuissance politique

La "photo de famille" fut le résultat le plus tangible du G20, qui s'est tenu à Toronto les 26 et 27 juin. L'avenir de la taxe bancaire s'avère quelque peu compromis. Sans surprise.



Heureux, messieurs les banquiers, en ces jours d'été, les vacances s'annoncent radieuses. Point de taxes et autres contrôles. Une seule expression nous vient à l'esprit : vive le G20. Ou comment, dans une petite bourgade du Canada, des "responsables" gouvernementaux, - Merkel, Sarkozy, et Obama - ont renoncé à imposer une taxe aux institutions financières.

On connaissait le refrain de la moralisation du capitalisme, de l'économie de marché, moralisation qui ne s'applique pas à nos hommes politiques, d'où la multiplication des "affaires"... Au fi-

nal, une réunion qui s'achève par la seule et vraie réussite de ce rendez-vous "incontournable" : la photo de famille. Rappelons tout de même le coût de cette mascarade : plus de 700 millions d'euros pour trois jours de discussions. Cela fait très chère la phrase prononcée !

Ils ont déposé les armes

L'idée d'une taxe bancaire devait servir de prélude à la refonte du capitalisme, mission ô combien louable, qui s'avère impossible remplir ; nos hommes politiques ont depuis la nuit des temps dé-

posé les armes face à la puissance du monde économique. Pour un banquier, il ne va pas de soi que l'on puisse lui infliger une taxe ; faire de l'argent est le cœur de son métier, mais être sauvé de la faillite avec les deniers publics lui semble toute à fait normal ! Cupidité quant tu nous tiens... Alors, si on le menace par de quelconques mesures de régulation, notre banquier devient menaçant et prononce la formule magique : *j'irai en Suisse, au moins, là -bas il n'y a pas de taxes.*

Échapper à la solidarité nationale devient un objectif à atteindre. Alors on peut toujours instaurer

une taxe, mais puisque de nombreuses banques cachent leurs profits et pertes dans les paradis fiscaux, les gouvernements seront toujours dans l'incapacité de contrôler leurs mouvements de capitaux. De toute façon, dans un monde concurrentiel, elles trouveront des territoires, en Europe ou ailleurs pour, les accueillir. Cela ne vous rappelle rien ? L'Acte unique européen de Jacques Delors, la libre-circulation des hommes et des capitaux... Ou comment des soi-disant "socialistes" ont organisé un espace propice au capitalisme financier.

Chacun doit contribuer l'effort nationl

Comment conduire une réforme des banques quand leurs responsables financent vos campagnes présidentielles, quand vous allez leur faire la cour en Suisse en qualité de trésorier de l'UMP (Éric Woerth), ou quand le pouvoir politique nomme les "amis" à la tête d'un établissement (François Peyrol, ex-secrétaire général de l'Élysée, président des Banques populaires et Caisses d'épargne, BPCE) ? Nous devons, nous autres nationalistes, le dire à ces messieurs les banquiers : l'esprit patriotique est supérieur au monde de l'argent roi ! La participation à la contribution nationale est un effort que nous demandons à tous, cela sans exception, et toute tentative de dissimulation et autre évasion fiscale appelle des mesures de fermeté.

La taxe bancaire restera une utopie. C'est un cache-misère que brandissent les gouvernements pour se donner bonne image, alors que, dans le même temps, ils participent à l'hyper-financiarisation de la société. Mais il est vrai que cela est fait sous l'égide de l'union européenne, qui prône la concurrence libre et non faussée, rendant ainsi l'idée d'une taxe bancaire complètement caduque. ■

Eugène Levorine

Un couple en pleine dérive



Le fossé continue de se creuser entre la France et l'Allemagne. En témoigne la moindre confiance que les marchés accordent à Paris, en dépit du "triple A" dont il peut encore s'enorgueillir. Mardi 8 juin, le coût de financement à dix ans de la France a dépassé de plus de 50 points de base (0,50 %) celui de l'Allemagne. Or l'écart de crédit, plus couramment désigné sous le terme de *spread*, était quasi nul avant que n'éclate en Europe la crise des dettes souveraines.

Au décrochage économique et financier font écho des différends politiques. Entre Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, mais aussi entre Jean-Claude Trichet et Axel A. Weber, respectivement présidents de la Banque centrale européenne (BCE) et de la Banque fédérale d'Allemagne.

Sur les pas d'Anelka...

Hostile au rachat d'obligations d'État décidé le 10 mai par le conseil des gouverneurs de l'Euroland, ce dernier s'en est désolidarisé, fustigeant depuis lors l'aventurisme de la BCE. « *J'aurais aimé que l'opinion publique allemande réagisse avec la même colère contre la rupture du Pacte de stabilité en 2004* », a répliqué Jean-Claude Trichet, dans un entretien accordé au journal *Welt am Sonntag*. « *En langage de banquier central, cela vaut la sortie d'Anelka* » insultant Raymond Domenech, commente notre confrère Jean Quatremer (*Coulisses de Bruxelles*, 21/06/2010). ■

Relocalisation en sursis



La production de la Fiat Panda sera-t-elle relocalisée en Italie ? Le constructeur automobile l'a proposé aux salariés de l'usine de Pomigliano d'Arco, très affectée par le chômage technique, en échange d'une dégradation de leurs conditions de travail. Lors d'un référendum organisé le mardi 22 juin, plus de 60 % des 4 000 employés se sont exprimés en faveur d'un tel accord. Une majorité au demeurant insuffisante pour envisager sa mise en œuvre. Peut-être Fiat embauchera-t-il les

salariés les plus conciliants dans une nouvelle société. Ainsi l'Italie emboîterait-elle le pas à l'Allemagne, où les salariés de Volkswagen avaient déjà consenti de semblables sacrifices. En France, des ouvriers de l'usine Bosch de Vénissieux avaient accepté de travailler 36 heures au lieu de 35 sans augmentation de salaire. « *C'était en 2004, et aujourd'hui Bosch parle de fermer l'usine* », remarque Philippe Escande (*Les Échos*, 24/06/2010) Le phénomène va-t-il s'amplifier ? Le cas échéant, on se demandera si les industriels agissent par nécessité ou opportunité - bien que celle-ci soit plus ou moins la cause celle-là, concurrence oblige... Quoi qu'il en soit, « *la rigueur s'installe déjà chez nous, qu'on le veuille ou pas* », poursuit notre confrère. « *Un mouvement d'autant plus frappant qu'à l'autre bout du monde, en Chine, les ouvriers obtiennent des augmentations de salaires à la suite de mouvements de grève eux aussi inédits.* » Tout un symbole. ■

» CULTURE

Des royalistes ont-ils pris d'assaut la permanence socialiste de Bagnols-sur-Cèze (Gard) ? « *Depuis quelques jours* », rapporte *Midi Libre* (23/06/2010), *un autre autocollant trône à côté de celui à la rose. Avec, pour emblème, une autre fleur, celle de lys.* » Sur une photographie, on reconnaît un autocollant du Centre royaliste d'Action française. Nos confrères n'en affirment pas moins que « *c'est en fait l'Action directe qui a posé là ses couleurs* ». Confusion avec le mouvement terroriste d'extrême gauche...

» FLICAGE

« *Le contrôle d'Internet peut apporter une contribution majeure pour endiguer la pédopornographie* », affirme la Suédoise Cecilia Malmström, le commissaire européen en charge des Affaires intérieures (*Frankfurter Rundschau, via Toute l'Europe*, 22/06/2010). Le Parlement européen partagerait-il cette conviction ? Il a demandé que soient conservées les données de connexion sur les moteurs de recherche. M^{me} Françoise Castex, eurodéputé socialiste, a dénoncé « *l'instrumentalisation de la pédopornographie à des fins liberticides* ». Cela après avoir retiré sa signature, qui lui aurait été plus ou moins extorquée : « *Ce point sur l'extension de la rétentention des données n'est indiquée nulle part sur les prospectus distribués à l'ensemble des députés* », a-t-elle expliqué. C'est dire la légèreté dont font preuve les parlementaires.

L'ACTION FRANÇAISE

10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris
Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63
www.actionfrancaise.net
redaction@actionfrancaise.net
secretariat@actionfrancaise.net
abonnements@actionfrancaise.net
ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujo (†)
Directeur de la publication : M.G. Pujo
Rédacteur en chef : Michel Fromentoux
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost
Politique française :
Guillaume Chatizel, Jean-Philippe Chauvin, Antoine Goursky, Stéphane Piolenc, Marc Savina
Société :
Stéphane Blanchonnet, Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux
Europe :
Charles-Henri Brignac, Grégoire Dubost, Guy C. Menusier
Monde :
Philippe Maine, Pascal Nari
Histoire :
Michel Fromentoux, Yves Lenormand, René Pillorget, Frédéric Winkler
Culture :
Anne Bernet, Monique Beaumont, Charles-Henri Brignac, Alain Waelkens
Chroniques :
Jean-Baptiste Morvan
Combat des idées :
Gérard Baudin, Stéphane Blanchonnet
Abonnements, publicité, promotion :
Monique Lainé

❑ RÉFORMES

La République à l'épreuve du déficit

Confronté à la pression des syndicats, handicapé par les échéances électorales, le gouvernement doit compter également avec les scandales éclaboussant moult ministres. Les réformes indispensables à l'assainissement des finances publiques s'en trouvent d'autant plus difficiles à mener.

Les perspectives économiques de la France sont « *très incertaines* », a annoncé, sans prendre de risque, le Fonds monétaire international. Le diagnostic est désormais bien connu dans la zone euro : « *La crise actuelle résulte des politiques budgétaires insoutenables menées par certains pays, du retard pris dans l'assainissement du système financier, de la lenteur à mettre en place la discipline et la souplesse nécessaires.* » « *Les pays confrontés aux pressions du marché n'ont pas d'autre choix que de prendre des mesures drastiques* », a averti l'institution dirigée par Dominique Strauss-Kahn.

Un lointain souvenir

Bien que la France bénéficie toujours du "triple A" accordé par les agences de notation, son dernier excédent budgétaire remonte à 1974 ! Or elle se doit d'alimenter la confiance des investisseurs. « *La volatilité des marchés et la forte augmentation de la dette publique imposent [donc] un programme de consolidation inscrit dans une stratégie tournée vers l'avenir.* » Hélas, la mise en œuvre d'une telle politique relève de la gageure dans une république obnubilée par la "présidentielle permanente". Reconnaissons toutefois que la démocratie n'est pas seule en cause. Un regard tourné vers le Rhin en impose le constat : tous les tempéraments nationaux ne se prêtent pas semblablement à la "rigueur". Cela dit, les politiciens n'ignorent pas tout à fait la perversité de leurs joutes électorales. Faute de parvenir à se comporter en adultes responsables, ils se résignent à choisir un maître d'école. La Commission européenne excelle dans ce rôle-là, bien que le Pacte de stabilité ait volé en éclats. L'UE et le carcan du droit apparaissent comme les nouvelles



conditions du salut public. Dans un rapport remis au Premier ministre, Michel Camdessus a dessiné les contours d'une règle constitutionnelle d'équilibre. On s'achemine vers l'inscription dans la Constitution du principe d'une "loi-cadre de programmation des finances publiques" pluriannuelle, s'imposant aux lois de finances et de financement de la Sécurité sociale, sous le contrôle du Conseil constitutionnel. « *Cette règle fixerait une trajectoire impérative de réduction des déficits, et la date de retour à l'équilibre*

structurel de nos finances publiques », selon les explications de Matignon. Mais d'autres chantiers sont à mener. « *D'importantes réformes de long terme (en particulier concernant les retraites et le système de santé), ne produiront que des économies limitées dans l'immédiat, mais auront des effets positifs et significatifs en termes de crédibilité auprès des marchés financiers et sur la demande intérieure* », a encore souligné le FMI. Autrement dit, la réforme des retraites représente un enjeu

d'autant plus sensible qu'elle participe de la résolution de l'impossible équation : ou comment assainir les finances publiques sans menacer la reprise économique. « *La réforme des retraites et du système de santé doivent constituer la pierre angulaire de la stratégie budgétaire de moyen terme* », selon le Fonds monétaire international. Et DSK de cautionner, en tant que directeur général de l'institution, l'affirmation selon laquelle « *il convient [...] de résister aux pressions qui conduiraient à ne pas corriger les*

déséquilibres fondamentaux et à s'appuyer démesurément sur des mesures d'accroissement des recettes ». Ce faisant, le ténor socialiste met en lumière la démagogie pratiquée par son parti - conséquence heureuse de la politique d'"ouverture" menée par Nicolas Sarkozy !

Placé à la tête de la cour des Comptes, un autre transfuge a souligné le courage requis pour affronter les déficits. Didier Migaud se serait bien gardé de tenir un pareil discours du temps où il sévissait à l'Assemblée nationale. Les royalistes distinguent mieux que quiconque l'influence déterminante des institutions... Reste que le courage ne saurait suffire. L'habileté s'avère tout aussi nécessaire, sinon davantage. Les maladresses d'Alain Juppé ne se sont-elles pas soldées par l'adoption des trente-cinq heures ?

Faute morale ou politique

Aussi les déboires du ministre du Travail, de la Solidarité et de la Fonction publique tombent-ils à pic. « *Éric Woerth est un homme intègre* », si l'on en croit notre collaborateur Catoneo. « *Mais il fréquente les cercles d'influence [...] et les gens très friqués du grand monde étaient son quotidien. Il n'a pas vu la collusion d'intérêts entre son poste de chef du Fisc et celui de gestionnaire de grande fortune qu'occupait sa femme. Il lui est impossible de soutenir qu'ils avaient un sas de décompression professionnelle à la maison, ce que les chiens courants du parti socialiste ont très bien détecté. Cette affaire tombe mal au moment où l'on découvre que la prévarication fait rage dans la grande république bananière d'Europe occidentale. Mais comme souvent, c'est le premier qui passe, coupable ou non, qui subit l'assaut de la meute.* »

« *Nous ne sommes pas des gens moraux* », avons-nous l'habitude de proclamer à l'Action Française. Il est vrai que nous ne faisons aucune illusion sur la prétendue vertu républicaine... Laissons à l'avenir le soin d'identifier les fautes morales. Espérons seulement que cette bourde politique ne compromettra pas une réforme que l'on pouvait déjà craindre trop timide. ■

Grégoire Dubost

I NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF

Des millions pour Le Monde...

Les temps sont durs pour la presse écrite. Ainsi, le Conseil de surveillance du Monde, confronté actuellement à une très grave crise financière, vient d'accepter l'offre de reprise d'un trio composé de Pierre Bergé, Xavier Niel et Mathieu Pigasse. De riches capitalistes de gauche, de plus militants de la cause homosexuelle, l'un président de Sidaction, l'autre

condamné pour recel d'abus de biens sociaux en 2006, le troisième soutien actif de la chaîne Pink TV. Bref, du beau monde.

Le trio versera 10 millions d'euros avant le 5 juillet, et 110 millions fin septembre ! L'argent ne serait-il qu'à gauche ? Tout cela pour Le Monde, une entreprise d'abrutissement de la bourgeoisie française.

Et nous ? L'Action française, bien entendu, n'attend rien de ce genre de personnages. Mais nous nous contenterions de beaucoup moins. Voici venir avec les mois de juillet et août la période des vaches maigres pour nos finances. Aussi, avant de partir en vacances, pensez à nous envoyer votre obole suivant vos moyens, et même un peu plus. Pour aider le journal à passer ce mo-

ment difficile. Pensez-y, c'est important, ne vous en serons très reconnaissants. ■

Marielle Pujo

✓ Merci d'établir vos chèques à l'ordre de M^{me} Geneviève Castelluccio et de les lui envoyer à cette adresse : L'Action Française 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.



SOUVENIR

Hommage à François Leger

Un fidèle serviteur de l'AF s'est éteint le 11 juin dernier. Le professeur René Pillorget lui rend hommage, revenant sur ses ouvrages, notamment sa biographie d'Hippolyte Taine et sa Jeunesse réactionnaire.

Avec François Leger, nous avons perdu un ami, un homme cultivé, et l'un de ces auteurs qui ont puissamment contribué à faire connaître la pensée maurrassienne. En 1955, il avait publié *Les Influences occidentales dans la révolution de l'Orient (Inde, Malaisie, Chine)*, ouvrage couronné par l'institut. Puis en deux temps une biographie d'Hippolyte Taine : *La Jeunesse d'Hippolyte Taine* (1980), et *Monsieur Taine* (1993). En 1986 : une *Introduction aux Origines de la France contemporaine*.

Le passé ranimé

Pour l'historien, *Monsieur Taine* présente un double intérêt. Il nous plonge dans l'atmosphère du début du XIX^e siècle, nous montre la vie d'un jeune homme de la petite bourgeoisie, originaire des Ardennes, intelligent et travailleur, d'ailleurs petit-fils de slavisant, qui entre à l'École normale supérieure. Devenu professeur de lycée, il présente une thèse française : *La Fontaine et ses fables*, et une thèse latine : *Les Personnages de Platon*. Il peut entrer dans l'enseignement supérieur. Une rente laissée par son père lui permet de voyager : à Pau et à Gavanne, mais surtout en Angleterre (1860), dont il rapporte des notes très pertinentes, et en Italie. Il enseigne aussi à l'école des Beaux-Arts.

La guerre de 1870 et l'Année terrible eurent sur lui une influence décisive. Tout en étant convaincu que l'évolution des idées est capitale pour expliquer les origines de la France contemporaine, il se rend compte que des faits de tous ordres, intellectuels et politiques, économiques et sociaux, se trouvent à l'origine de la Révolution française et de la chaîne d'événements qui a suivi. Il commence par lire les historiens de différents pays, puis, à partir de 1872, il s'attaque aux sources, notam-



ment aux documents manuscrits. Le philosophe et le littéraire devient un historien. Il se plonge dans la correspondance des préfets (et de ceux qui les ont précédés, les intendants) et c'est avec enthousiasme qu'il voit se ranimer sous ses yeux tant de noms du passé. Il les voyait redevenir si vivants que, plus d'une fois, écrivait-il, « en suivant le papier jauni, leurs vieilles écritures, j'étais tenté de leur parler tout haut ».

C'est à partir de ce labeur modeste, obligatoirement très long, qu'il écrit *Les Origines de la France contemporaine*, radicale condamnation de la Révolution, ancêtre du totalitarisme des siècles à venir. Au XVII^e siècle tout était encore retenu, nous dirions équilibré, corrigé, parce que le dogme monarchique et religieux était intact. Une fois ce verrou sauté, toutes les outrances devenaient possibles et le caractère galopant, de plus en plus effréné,

de la raison raisonnante, de la logique abstraite dans la France du XVIII^e siècle, étaient bien la clef dont il devait se servir pour la comprendre.

Une zone de bonheur

L'autre ouvrage qu'a laissé François Leger est un petit livre de souvenirs, admirablement écrit, publié chez un éditeur de Saint-Brieuc en 1993 (disponible aux bureaux de *L'Action Française* 2000). Il raconte sa *Jeunesse réactionnaire* ; il y évoque sa classe d'hypokhâgne au lycée Louis le Grand, « une zone de bonheur », et les professeurs remarquables qui contribuèrent à sa formation (qu'ils fussent hommes ou femmes de gauche !) : M^{me} de Romilly et Albert Bayet, pour ne citer que ceux-là. Albert Bayet devait se retrouver partisan de l'Algérie française des années plus tard ; et de s'écrier que les paras se battaient pour l'école laïque. « Il ne

faut jamais trop désespérer des Français, fussent-ils si opposés les uns aux autres.. Lorsque tout va mal, ils se retrouvent soudain d'un même cœur et même si leurs retrouvailles se font sur la base de quelques contre-sens, peu importe, ils se sont retrouvés et en sont tout heureux. »

Galerie de portraits

Ayant renoncé à entrer à l'École normale supérieure (il avait fait trop de politique, lui disait Jacques Bainville), François Leger devient rédacteur stagiaire à *L'Action Française*, puis en charge de la revue de presse, mais il se retrouve mobilisé en 1939. Il nous a laissé de vivants portraits de Maurras : « Celui-ci parlait avec une liberté exemplaire comme si son jeune auditoire méritait qu'il le mit dans sa confiance. Ainsi, il expliquait pourquoi ceci avait été fait, et pourquoi tel politicien avait agi comme ceci ou comme cela. C'était un va et vient incessant des principes aux faits et des faits aux principes. Il l'enrichissait d'une série de références, d'évocations, de portraits, de citations. Il avait le mot plaisant, sévère ou véhément, et le tout était dit avec une aisance, un charme, dont rien depuis lors ne nous a rendu l'équivalent. Ceux qui l'écoutaient étaient fascinés. Aucune éloquence n'approchait de cette improvisation. » Pour lui comme pour tant d'autres, *L'Action Française* était une « leçon quotidienne de style ».

D'autres personnages revivent dans les souvenirs de François Leger. La famille Daudet, par exemple, « extraordinairement habitée par la littérature » ; la famille de Bainville qui résidait rue de Bellechasse. Leger, en tant qu'étudiant royaliste, avait été chargé de remettre à Jacques Bainville son épée d'académicien. Il évoque le salon de M^{me} Bainville qui passait pour la « grande électrice » de l'Académie. Il faudrait citer encore bien d'autre portraits : M de Chambrun, ambassadeur de France, Daniel Halévy... Ce charmant recueil de souvenirs est, en tous points de vue, celui d'un honnête homme. Il apporte une vivante contribution à l'histoire de l'Action française et, plus largement, de la France de l'immédiate avant guerre. ■

René Pillorget

Le Trésor de l'Action française

Sous la direction de Pierre Pujo, avec Sarah Blanchonnet, Stéphane Blanchonnet, Grégoire Dubost, Michel Fromentoux, Vincent Galliere, Pierre Lafarge, Aristide Leucate, Alain Raison, Francis Venant.



Depuis qu'elle a été fondée en 1899, l'école d'Action française a produit un nombre considérable d'ouvrages de critique historique, politique, littéraire, qui, ensemble, constituent un trésor. Ils contiennent une abondante matière de réflexions qui permettent de comprendre non seulement l'histoire du XX^e siècle mais aussi les événements que nous vivons aujourd'hui.

Trente et un de ces ouvrages ont été sélectionnés pour faire l'objet d'articles publiés dans *L'Action Française* 2000 en 2004 et 2005. Tel quel, ce recueil d'articles permet de comprendre l'originalité de la pensée politique de l'Action française dont les années ont confirmé la solidité.

À travers les études publiées, le lecteur se familiarisera avec la pensée de Jacques Bainville, Augustin Cochin, Léon Daudet, Pierre Gaxotte, Pierre Lasserre, Charles Maurras, Léon de Montesquiou, Maurice Pujo, le marquis de Roux, Henri Vaugeois. □

✓ Éditions de l'Âge d'homme, 134 p. ; disponible à nos bureaux (20 euros, 23 euros franco).

Hommage personnel...



Au moment du rappel à Dieu de François Leger, il convient de rendre un juste hommage à ses qualités littéraires, politiques et à sa générosité. La valeur de son style, digne de la clarté française, dans la tradition de Racine, d'Ana-

tole France, de Bainville et de Maurras. Le mérite de son jugement politique, sachant apprécier les situations du passé, du présent, et augurant raisonnablement des perspectives d'avenir. La noblesse de son accueil à un jeune étudiant qu'il invite, partant pour un long voyage en Extrême-Orient, avec l'accord de Pierre Boutang, à tenir dans *La Nation Française* sa rubrique de politique étrangère. Héritier de la méthode de l'Action française, il a enrichi l'héritage avec sa biographie de Taine, avec son admirable essai sur *Les Influences occidentales dans la Révolution de l'Orient*, et dans son précieux livre de souvenirs sur *Une jeunesse réactionnaire*. ■ Perceval

Jean-Marie Paupert

Jean-Marie Paupert est décédé ce jeudi 24 juin. Plume brillante et indépendante, il était passé de progressisme chrétien à la Tradition vers la fin des années soixante-dix et avait tiré le signal d'alarme dans *Péril en la demeure* (éd. France Empire), où il constatait en un style vigoureux la débâcle de l'Église catholique. Il réclama dès lors la liberté pour la messe traditionnelle et le retour à la doctrine de toujours. Dans *Les Chrétiens de la déchirure* (éd. Robert Laffont) il prit toutefois ses distances avec M^{re} Marcel Le-

febvre après les sacres des quatre évêques et devint alors l'un des principaux rédacteurs de *La Nef*, où il continua sans mâcher ses mots de réagir contre les fantaisies qui souillaient l'Église, comme en témoigne sa *Lettre ouverte en recours à Sa Sainteté le Pape Jean-Paul II sur une Église anarchique* (éd. Guy Trédaniel). Avec Jean-Marie Paupert nous perdons l'un des pionniers qui tels M^{re} Lefebvre, M^{re} Ducaud-Bourget, le RP Bruckberger, Michel de Saint Pierre, Louis Salleron, André Figueras, sans oublier le toujours vivant Jean Madiran, firent entendre leur voix au plus fort de la tourmente et appelèrent à une réaction face à la gravité de la crise de l'Église. ■ M.F.

Une jeunesse réactionnaire

On peut se procurer le merveilleux petit livre de souvenirs de François Leger, *Une jeunesse réactionnaire* (racontant notamment son passage à la rédaction de *L'Action française*) à nos bureaux, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, Paris 1^{er}.

✓ Prix : 15 euros ; 17,50 euros franco (chèques à l'ordre de PREIP - L'Action française).

BIOGRAPHIE

Redécouvrir La Tour du Pin

Tandis que la crise financière gouverne le monde, on redécouvre avec intérêt La Tour du Pin, qui voulait bâtir une œuvre de justice et d'ordre, et non un simple mouvement d'action charitable. Catholique social, il soulignait néanmoins que son action n'avait rien de théologique.

Le marquis de La Tour du Pin comptait parmi ses ancêtres d'illustres personnages dont une quinzaine de généraux. On comprend qu'il se destinât à la carrière des armes. Mais l'exemple et l'enseignement de son père le préparaient aussi à son engagement social : « Souviens-toi, lui répétait-il quand ils parcouraient ensemble le domaine familial, que tu ne seras jamais sur cette terre qu'un administrateur pour ses habitants. »

Officier à vingt ans

Officier à vingt ans, affecté à l'École d'état-major, sous-lieutenant en Crimée, il servit pendant la campagne d'Italie. Comme il maîtrisait parfaitement l'allemand, on l'envoya aux grandes manœuvres prussiennes puis en mission à la cour de Wurtemberg où il put constater la haine de la France chez les représentants de la Prusse. Il publia un article « Au drapeau ! » dans lequel il poussait un cri d'alarme mais la censure édulcora son texte. En 1870 il participa à plusieurs combats et fut cité à l'ordre du Corps d'armée. Après la capitulation de Bazaine à Metz il fut prisonnier sur parole en Allemagne avec Albert de Mun ; ils découvrirent l'œuvre d'Émile Keller et le mouvement catholique social de M^{re} Ketteler. Rentré en France, La Tour du Pin reprit du service. La barbarie de la Commune et la sauvagerie de la répression à laquelle se livra la bourgeoisie libérale le confirmèrent dans ses préoccupations sociales. Il fit la connaissance de Le Play et participa avec Albert de Mun au Cercle des jeunes ouvriers de Maurice Maignen. En 1872 fut fondé le premier des Cercles catholiques ouvriers à Belleville, à deux pas du mur des Fédérés. Ce fut un succès ; les Cercles furent bientôt nombreux et l'œuvre fut connue hors de France. Nommé attaché militaire à Vienne en 1877, la Tour du Pin profita de sa situation pour étudier la vie sociale d'un empire où se parlaient quatorze langues officielles. Frohsdorf étant tout proche, il allait rendre visite au comte de Chambord. Lorsqu'il quitta Vienne, le colonel devint agent du prince en France et démissionna de l'armée après une proposition de coup d'État qu'il fit de la part du Prince et dont le secret n'a pas été complètement percé. Le comte de Chambord n'était pas apathique et fataliste. La Tour du Pin reprit sa place à la tête de l'Œuvre des Cercles catholiques ouvriers. Comme il ne concevait pas que la question sociale pût être séparée de la question politique, il eut des problèmes avec ceux qu'il appelait les « idéophobes » et qui en-



Après l'invasion d'Arrancy, La Tour du Pin resta à son poste pour accomplir son devoir de châtelain et de maire.

traînaient Albert de Mun vers l'action quotidienne avec le moins de doctrine possible. La Tour du Pin voulait bâtir une œuvre de justice et d'ordre et non un simple mouvement d'action charitable. Il y eut de vives discussions sur la justice et la charité : certains l'accusèrent de « socialisme » ! En 1896 fut fondé le Réveil français ; quelques années plus tard, les idées de La Tour du Pin passèrent du Réveil, alors déclinant, au vieux mais solide journal royaliste, la Gazette de France. Dans ses Lettres de l'Étranger (1880), La Tour du Pin se préoccupait du Kulturkampf à la française qui menait à une rupture de l'État avec Rome et il exhortait les catholiques à préparer la résistance à la persécution. Mais dans la troisième lettre il soulignait que l'action politique des catholiques en vue de la restauration d'un ordre social chrétien n'a-

rien de théologique. Soumis à l'autorité doctrinale de l'Eglise, les catholiques ne sont pas soumis au Saint-Siège en tant que citoyens. La Tour du Pin tenait à affirmer cette autonomie politique parce qu'il avait senti que le pape chercherait à détourner les Français de la cause monarchique.

Le Ralliement...

La politique du ralliement prit un caractère officiel le 16 février 1892. Le lendemain, La Tour du Pin adressait à la Gazette de France et au Journal de l'Aisne une adhésion publique à la déclaration de la Droite royaliste qui refusait l'acceptation automatique de la République. De Mun se rallia mais l'amitié des deux hommes resta intacte. Moins d'un an après, le colonel, qui s'était retiré, reprenait sa place dans l'Œuvre. À l'assemblée générale, il déclara :

« Le pape a eu ses grenadiers, il a eu ses voltigeurs ; souffrez qu'il ait aussi ses grognards. » Mais deux ans plus tard, il se retirait définitivement. Dans ses Jalons de route, il évoque son éloignement en des termes empreints d'une élégante délicatesse où transparaît le gentilhomme et le chrétien. La revue L'Association catholique se sépara de l'Œuvre des Cercles. Partageant son temps entre la propriété familiale d'Arrancy dont il fut le maire et de longs séjours à Paris, il continua son activité politique et sociale (fondation en 1897 du cercle Tradition et Progrès). Il vit se former dans son salon parisien le petit groupe qui allait devenir l'AF. « Maurras, écrit-il dans une lettre, est pour moi à la hauteur des plus grands penseurs, nos maîtres. » Intraitable sur son indépendance vis-à-vis de toute formation, il fut touché d'ap-

prendre la réaction de Maurras un jour où quelqu'un disait dans un étonnement feint : « Comment ! M. de La-Tour-du-Pin est de l'Action Française ? » « Ce n'est pas M. de La Tour du Pin qui est de l'Action française ; c'est l'Action française qui est de lui. » Il défendit en 1913 les généraux auprès desquels il avait servi contre Émile Ollivier qui cherchait à disculper Bazaine en chargeant ses lieutenants (le capitaine de La Tour du Pin avait déposé au procès du maréchal Bazaine).

Maire sous l'occupation

En 1914, à quatre-vingt-six ans, le lieutenant-colonel de La Tour du Pin demanda à reprendre du service : il rappela son expérience du travail d'état-major, sa connaissance de l'allemand et de l'italien mais l'invasion allemande prévint la réponse ministérielle. Il resta à son poste pour accomplir son devoir de châtelain et de maire, traita avec l'administration prussienne et avança l'impôt que l'ennemi leva sur le village. Il défendit les habitants autant qu'il le put, organisa une boulangerie municipale. Menacé d'une évacuation forcée devant l'offensive française qui se préparait, il nota en 1916 : « Ce serait le plus sage pour la vie sauve ; mais c'est l'abandon du poste social... » Après trente-quatre mois d'occupation, ce fut quelque temps après la déportation, transformée en libération vers la Suisse grâce à la Grande-Duchesse douairière de Bade, fille de l'empereur Guillaume I^{er}. Après la guerre il reviendra plusieurs fois dans son village qu'il aidera à se relever de ses ruines. Il s'éteint à Lausanne le 4 décembre 1924. Frédéric Le Play fut l'initiateur de la critique scientifique des erreurs sociales de la Révolution. Il découvrit, par une suite d'inductions, que les sociétés humaines se composent de familles et non d'individus et que l'ordre social a des lois qui lui sont propres. La Tour du Pin ajouta à Le Play l'esprit pratique, militant, la critique du libéralisme et le sens de l'État. C'est un des maîtres de la Contre-Révolution, et non des moindres. ■

Gérard Bedel

À lire et à offrir

Livres reliés de Charles Maurras, Léon Daudet, Jacques Bainville
Éditions originales brochées



Demandez la liste à nos bureaux :
10 rue Croix-des-Petits-Champs, Paris 1^{er} - Tél. : 01 40 39 92 06

La voie de l'espérance

Dans un ouvrage consacré à Jeanne d'Arc, François-Marie Algoud rappelle la chronologie de la belle épopée que Maurras a présentée comme la parfaite illustration de la vertu d'espérance et du "Politique d'abord". Suivent des extraits du procès de la Pucelle d'Orléans, puis de grands textes politiques tirant les leçons qu'elle a laissées, où se rejoignent les voix de Charles Péguy, de Maurras, de Maxime Real del Sarte, de saint Pie X, de Pie XI et de Pie XII. L'auteur reste un bouillant camelot du Roi, rapelant la manière dont la fête nationale a été arrachée à la



République. Qu'il soit vivement remercié d'inviter « les chrétiens et Français, avec la grâce de Dieu, à éveiller des vocations, affirmer des jugements calmer les doutes, troubler l'erreur ». □

✓ François-Marie Algoud : Sainte Jeanne d'Arc - La voie de l'espérance ; éd. de Chiré, 80 pages, 12 € ; disponible à nos bureaux.

■ SEAE

Députés contre eurodéputés

Sur fond de rivalité avec leurs homologues européens, les députés français accueillent sans grand enthousiasme la création d'un Service européen pour l'Action extérieure (SEAE). Aperçu des discussions en commission.

Réunis le 17 juin, les représentants du "triangle institutionnel" européen (Conseil des ministres, Commission et Parlement) sont convenus d'un accord ouvrant la voie à la création du Service européen pour l'Action extérieure (SEAE).

Satisfecit fédéraliste

L'eurodéputé belge Guy Verhofstadt, chantre d'une Europe plus fédérale, a exprimé sa satisfaction : « Il y avait initialement, avant l'intervention du Parlement européen, un petit service de type intergouvernemental. Mais nous avons réussi à changer la philosophie du service », a-t-il proclamé (*Toute l'Europe*, 23/06/10). M^{me} Catherine Ashton, Haut Représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, a assuré aux parlementaires qu'ils bénéficieraient, sur le budget propre du service, d'un droit de regard équivalent à celui dont ils disposent à l'égard de la Commission. Les députés devront « être informés à l'avance des décisions stratégiques et politiques », nous apprend *Euractiv* (23/06/2010). Quelques jours plus tôt, emboîtant le pas au Sénat, la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale avait dénoncé le chantage exercé par le Parlement européen. Hervé de Charette fut le seul à fustiger « l'hostilité traditionnelle » de la France à son encontre, tandis que ses collègues examinaient un rapport présenté par Nicole Ameline et Gaëtan Gorce. Lesquels n'ont pas mâché leurs mots : « À aucun moment il n'a été question, ni dans la lettre ni dans l'esprit du *Traité* [de Lisbonne], de modifier dès aujourd'hui, dans le champ de l'action extérieure, les pouvoirs du Parlement européen, ni de permettre à ce dernier de s'immiscer dans le dialogue entre la Commission et les États membres quant à la décision fixant l'organisation et le fonctionnement du SEAE. Or les dé-



M^{me} Ashton, le chef d'une diplomatie fantôme...

putés européens ont, sitôt consultés conformément au *Traité*, entendu peser sur la configuration même du SEAE en "prenant en otage" - osons l'expression - la décision du Conseil » - autrement dit, les gouvernements. Et d'ajouter « qu'il serait fallacieux de prétendre que l'on crée, avec le SEAE, une situation dans laquelle le Parlement européen serait seul en mesure d'exercer un contrôle démocratique que les parlements nationaux n'exerceraient plus à leur échelle : nous ne sommes pas dans un cas de transfert de compétences des États membres vers l'Union européenne ». En effet, comme l'a relevé Élisabeth Guigou, l'innovation tient à « la capacité d'unifier la direction de l'action extérieure de l'Union », jusqu'alors scindée entre deux piliers, communautaire (Commission) et intergouvernemental (Conseil des ministres). Ainsi est-il possible, selon les rapporteurs, « d'imaginer une nouvelle opération [navale] en Somalie et au Yémen, qui mêlerait contrôle de la piraterie avec déploiement de troupes, re-

construction de l'État somalien, assorti d'une aide au développement et d'assistance sous forme d'ingénierie administrative... soit toute la palette des instruments placés sous la responsabilité politique de M^{me} Catherine Ashton - les modalités de mise en œuvre concrète, budgétaire en particulier, différant toutefois. »

Euroscepticisme

Les parlementaires français n'en ont pas moins exprimé un certain scepticisme quant aux perspectives ouvertes par l'institution du "service diplomatique européen". Hervé de Charette s'est dit « très surpris par les chiffres avancés » : « Doter ce nouveau service de 8 000 personnels alors que tous nos ministères rencontrent des difficultés pour conserver leurs effectifs me paraît étonnant. Le ministère français des Affaires étrangères compte entre 12 et 13 000 personnels tout compris : avons-nous besoin d'en créer un second sans compétence bien définie ? » « Ce processus ne doit pas conduire à l'affaiblissement

de la diplomatie française », a prévenu Robert Lecou. D'autant qu'« il n'y a pas de diplomatie européenne » - ce qu'a confirmé Jean-Claude Guibal : « Les représentants de l'Union européenne que j'ai rencontrés à l'étranger se contentaient de distribuer des crédits et de faire un peu de coordination. Le nouveau service ne change rien à cela. » De toute façon, a conclu Jean-Michel Boucheron, « personne ne souhaite réellement que ce projet aboutisse. Aucun État n'est prêt à se dessaisir de sa politique étrangère et c'est heureux. »

Deux thèses en présence

Les rapporteurs sont-ils du même avis ? « Les capitales des États membres, et en particulier des grands États, continueront probablement à jouer un rôle incontournable », ont-ils écrit. « Symétriquement, l'Union risque fort de parvenir pendant encore un certain temps à "se taire d'une seule voix" - comme, hélas, encore tout récemment à propos de l'arraisonnement en haute mer d'une flottille qui voguait vers la bande de Gaza. » De fait, « l'Union européenne n'a jamais été aussi visible sur la scène internationale que dans sa réaction aux crises survenues au cours de la présidence française du deuxième semestre de 2008... sous le régime du traité de Nice ! » Preuve, selon eux, que « la clef du succès de la future diplomatie européenne sera la capacité des grandes capitales à faire converger leurs approches ». Se distinguant par un relatif optimisme, Marie-Louise Fort s'est demandé « si le nouveau service européen ne renforcera pas, finalement, la voix des États européens dans le monde ». « Deux lectures sont possibles en effet », selon Gaëtan Gorce : « On peut certes voir dans l'avènement de ce nouveau service un risque d'affaiblissement de notre diplomatie ; on peut aussi le considérer comme un renforcement de la capacité de faire prendre en compte nos préoccupations au sein de l'Union européenne. » Quoi qu'il en soit, les députés participant au débat ont témoigné d'un relatif réalisme dont on les imaginait peu coutumiers. Sans doute y ont-ils été poussés par leurs homologues "européens" convoitant leurs prérogatives institutionnelles. ■

Grégoire Dubost

» INCONSÉQUENCE

Tandis que les États membres de l'UE sont appelés à ratifier les dispositions ouvrant les portes du Parlement européen à dix-huit députés supplémentaires, on ignore toujours suivant quelles modalités seront désignés les nouveaux représentants français. Paris finira-t-il par renoncer aux deux sièges qui lui reviennent ?

» UE 2020

La définition d'une nouvelle stratégie européenne pour la croissance et l'emploi avait accaparé, des mois durant, hauts fonctionnaires et responsables politiques. Tenant une conférence de presse à l'issue du Conseil européen l'ayant définitivement adoptée, le président de la République n'en a pas soufflé mot. Preuve qu'il s'agit surtout d'un vaste exercice de formalisation.

» REMONTRANCES

Avis motivés et autres poursuites continuent de pleuvoir en provenance de Bruxelles. La France - qui est loin d'être la seule éclaboussée - est mise en cause à divers titres : retard dans la transposition de la directive libéralisant les services ; réglementation non conforme des rodenticides ou taupicides ; ouverture insuffisante à la concurrence du marché ferroviaire. Sur ce point, le Parlement européen déplore lui-même « la lenteur des États membres à mettre en application les règles européennes ». Tandis qu'une résolution était adoptée en ce sens, aucun eurodéputé UMP ne s'est manifesté, la gauche et le Front national exprimant quant à eux leurs réticences.

» PRÉSIDENTENCE

La Belgique préside le Conseil des ministres de l'Union européenne à partir du 1^{er} juillet. Alors qu'un gouvernement intérimaire est à sa tête, cela ne suscite pas d'inquiétude particulière : la machine européenne tourne au ralenti pendant l'été, moult dossiers sont préparés de longue date, et la présidence belge sera d'autant plus encline à se montrer discrète que cela pourrait profiter à l'un de ses ressortissants, en l'occurrence Herman Van Rompuy, le président "stable" du Conseil européen.

» CIEL FERMÉ

La signature, le 24 juin, d'un nouvel accord "ciel ouvert" entre l'UE et les États-Unis devrait ouvrir plus largement le capital des transporteurs américains aux prises de participation étrangères. Lesquelles resteront toutefois minoritaires...



Supercherie présidentielle

Les chefs d'État ou de gouvernement de l'Union européenne se sont réunis à Bruxelles le 17 juin. À l'issue de ce Conseil européen, les Vingt-sept on prétendu jeter « les bases d'une gouvernance économique beaucoup plus étroite ». Ils ont confirmé leur intention de présenter à la Commission les projets de budget nationaux, dont ils promettent par ailleurs d'accroître la fiabilité des statistiques.

Paris et Berlin auraient soumis à leurs partenaires leur idée de suspendre le droit de vote des États enfreignant les règles du Pacte de stabilité. Une proposition qui demeurera vraisemblablement sans lendemain, agitée peut-être à l'intention des marchés financiers, pour annoncer - espérons-le... - la fin du laxisme budgétaire.

Nicolas Sarkozy joue sur les mots

Une autre supercherie présidentielle se destine plutôt à l'opinion publique. Tenant une conférence de presse à l'issue de la réunion,

Nicolas Sarkozy a préféré évoquer l'émergence non pas d'une « gouvernance », mais d'un « gouvernement économique européen ». Dans une lettre de mission adressée à deux eurodéputés, il affirme même que « les Européens partagent aujourd'hui la conviction qu'il faut désormais doter l'Europe » d'un tel organe - un mensonge patent. Constance Le Grip et Henri Plagnol devront en « mesurer l'acceptabilité démocratique » (sic), selon les termes du chef de l'État, qui les a priés de lui remettre un rapport - encore un... - au plus tard le 1^{er} octobre prochain. ■ G.D.

TURQUIE

Ankara joue sa partie

La Turquie était un partenaire privilégié d'Israël. Mais tandis que l'opposition kémaliste regagne du terrain face à l'AKP, Ankara a laissé partir une flottille vers Gaza... Que cache cette nouvelle orientation diplomatique ?

Depuis quelques semaines, il est de bon ton, dans la grande presse occidentale, d'évoquer régulièrement et même de louer les succès de la diplomatie d'Ankara, et d'insister sur le rôle majeur et "nécessairement" positif de la Turquie sur l'échiquier régional.

Diplomatie hyperactive

Il est vrai que la diplomatie turque fait preuve d'une hyperactivité et donne l'impression de changer d'orientation. Éloignement par rapport aux États-Unis, quasi-brouille avec Israël jusqu'ici partenaire privilégié du pays, discours tiers-mondiste très peu dans la tradition turque et... rapprochement avec Téhéran. Le Premier ministre Erdogan ne parle-t-il pas régulièrement de son « ami » Ahmadinejad, ennemi juré d'Israël qu'il veut « rayer de la carte », et adversaire officiel mais très ménagé de Washington ?

Il y a, certes, une façade officielle et médiatique, et une véritable volonté de s'affirmer sur le plan régional, suivant le "grand jeu" habituel de l'AKP au pouvoir. La Turquie est un grand pays "eurasiatique", à l'économie émergente et dotée de l'armée la plus puissante de l'OTAN en dehors des États-Unis. Elle compte et, bien naturellement, elle attend que l'on prenne ses positions en considération.

Mais derrière ces aspirations légitimes, il y a deux préoccupations majeures que la presse occidentale évoque peu, ou pas. Sur le plan intérieur, le gouvernement islamiste "modéré" de MM. Gül, Erdogan, et leur hyperactif ministre des Affaires étrangères Ahmed Davutoglu, rencontrent des difficultés croissantes. Malgré ses succès économiques et une cer-



Le gouvernement islamiste "modéré" d'Abdullah Gül est confronté à des difficultés croissantes.

taine stabilisation, la politique d'"islamisation rampante" se heurte à l'opposition véhémente d'une grande partie de l'opinion.

Opposant charismatique

Le parti laïque et kémaliste d'opposition s'est doté d'un nouveau président charismatique. Les élections sont proches et il est crédité, une première depuis des années, de 40 % d'intention de vote. Et ce, au moment où l'électorat islamiste de base se détache de

l'AKP au pouvoir. Les laissés pour compte de la société turque n'ont pas profité de la prospérité due à la politique de M. Erdogan. Et les plus attachés à l'islam désapprouvent son alliance avec Washington et Israël.

D'où, pour garder les bonnes grâces de cette frange d'électorat, l'ostentation dans le rapprochement avec Téhéran et surtout l'opération maritime, médiatisée à l'extrême, en faveur du Hamas. Cette opération était chapeautée par une ONG proche du parti d'Er-

dogan. Malgré son apparence internationale, elle était surtout turque. Ankara connaissant bien d'avance la réaction israélienne et a, volontairement, laissé faire. La bavure israélienne, les neuf victimes turques, ont fait le reste. Voici le gouvernement Erdogan devenu le champion de la lutte contre Israël ! Ce qu'il n'est guère. Cela plaît, ou est supposé plaire, à l'électorat islamiste et redore le blason de l'AKP.

Il n'est un secret pour personne que la diplomatie américaine est pressée de faire entrer la Turquie dans "l'Europe" et d'en faire la première puissance. Robert Gates, secrétaire d'État américain à la Défense, vient de déclarer - propos traités avec "discretion" par la "grande" presse - que « la Turquie s'orientait vers le monde islamique (rapprochement avec Téhéran, brouille avec Israël) car l'Europe lui fermait sa porte ». Message clair destiné aux "Européens" désignés comme responsables de la nouvelle orientation de la diplomatie turque !

Forcer les Européens ?

Ainsi, il ne serait pas illogique de penser qu'il puisse y avoir une opération bien réfléchie afin d'accélérer l'intégration de la Turquie, "islamiste modérée", dans l'Europe de Bruxelles, bien que l'immense majorité des Européens y soient farouchement opposée. La vigilance s'impose donc.

Le gouvernement AKP de MM. Gül et Erdogan vient d'essuyer un grave échec dans sa politique kurde. Les attentats sanglants ont repris, les opérations militaires de grande envergure aussi, et le dialogue avec les partis kurdes est rompu. Ankara a besoin de masquer cet échec auprès de l'opinion tant intérieure qu'internationale. Cela pourrait expliquer son activisme hypermédiatisé sur le plan diplomatique, une sorte de fuite en avant.

Dans cet "Orient compliqué" dont la Turquie fait partie, il faut toujours suivre avec une extrême attention la complexité des manœuvres et la face cachée des options et des opérations. ■

Pascal Nari

Princesse

Pris en étau, les chrétiens en Terre sainte sont réduits à la dimension d'une peau de chagrin. L'ordre du Saint-Sépulcre, depuis des siècles, s'est donné pour mission de défendre les valeurs de la chrétienté. « Dieu le veut » fut le message transmis par le pape Urbain II à Godefroid de Bouillon en 1095. Aujourd'hui l'ordre comprend vingt mille membres répartis dans vingt-cinq pays. En Belgique ils sont trois cent soixante-dix. Depuis quelques jours trois cent soixante et onze avec la princesse Mathilde, épouse du prince Philippe, héritier du Trône. La princesse a été faite grand-croix de l'ordre du Saint-Sépulcre, ce qui témoigne de son engagement spirituel partagé par la famille royale. □ Ch.-H.B.

Eurogendfor

La commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale a examiné le 23 juin le projet de loi autorisant la ratification d'un traité entre la France, l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas et le Portugal, portant création de la force de gendarmerie européenne Eurogendfor. Laquelle s'est choisi l'anglais comme langue de travail, au risque de froisser Jacques Myard... D'autant que « ce n'est la langue d'aucun des États signataires ! » « Nos forces doivent employer le français », a proclamé le député des Yvelines, qui a prétendu « déposer un amendement en ce sens », fût-il irrecevable. Tandis que M^{me} Elisabeth Guigou regrettait que cette force se mette en place en marge des institutions de l'Union européenne, le rapporteur Alain Néri a souligné que « le format restreint de la coopération peut aussi être un gage de réactivité et d'efficacité ». Patrick Lobaune s'est interrogé : « Avec le rapprochement entre police et gendarmerie sous l'autorité unique du ministère de l'Intérieur, faut-il comprendre que ce ministère devient compétent pour des opérations extérieures ? » « J'ai l'impression que le mieux serait encore de rattacher cette force au ministère du tourisme ! », a même lancé Patrick Balkany, sceptique. « Il est vrai qu'il ne s'agit que d'un petit pas », a reconnu Axel Poniatowski, le président de la commission des Affaires étrangères. « Néanmoins, lorsque cette force de gendarmerie européenne est intervenue à Haïti après le tremblement de terre, son action dans la lutte contre les pillards a été très utile et appréciée. » □

Troubles au Kirghizstan



Que se passe-t-il vraiment au Kirghizstan dans ce "petit" pays d'Asie centrale ? Les spécialistes les plus fiables se contredisent et aucune explication satisfaisante ne semble

être apportée à la soudaine et sanglante crise qu'il traverse. Il y a d'abord les faits avérés : manifestations contre le pouvoir, violences contre les Uzbecks ; dans le Sud du pays et même dans la capitale Bichkek, des milliers de personnes déplacées (de 100 000 à 400 000 selon les estimations) qui commencent, d'ailleurs, à rentrer dans leur pays ; de 100 à 2 000 morts d'après des sources diverses.

Soudaine flambée de violence due au référendum sur la nouvelle constitution organisé ce dimanche par le gouvernement provisoire de M^{me} Rosa Otounbaieva (photo)... Mais cela ne semble être qu'un prétexte. Le Sud du pays, où la minorité ousbeke a été sérieusement malmenée, est le fief du président déchu Bakiev, qui intriguait ainsi pour revenir au pouvoir. Il a beaucoup d'argent et en

dépenserait sans compter. Les mafias locales lui serviraient d'instrument. Dans ce pays gangrené par la corruption, tout se vend et tout s'achète.

Des pouvoirs accrus pour le parlement

Le Kirghizstan est-il pour autant exposé au danger d'une guerre civile inter-ethnique ? Rien ne semble l'indiquer. Un certain apaisement est intervenu après trois jours d'émeute. La "présidente" a eu l'adresse d'aller voter à Och, centre des troubles. Geste politique très médiatisé.

La nouvelle constitution devrait limiter le pouvoir du président et renforcer celui du parlement. Elle semble rencontrer la faveur de l'élite du pays et pourrait déboucher sur une stabilisation, si elle était sincèrement appliquée.

Mais les problèmes demeurent : la pauvreté, le sous-développement, l'absence de la cohésion nationale dans un pays créé par la volonté du pouvoir soviétique et considéré comme stratégique dans une région volatile.

Ce pays est également un des centres du grand jeu russo-américain dans l'Asie centrale. Chacune des deux puissances y possède une base militaire. Au demeurant, rien n'indique que Washington ou Moscou ait été à l'origine des troubles. C'est un élément rassurant. Affaire à suivre. ■ P.N.

NB : Ce lundi midi, les premiers résultats officiels du référendum annoncent un taux de participation de 75 %, et 65 % de votes en faveur de la nouvelle constitution. Les ONG présentes sur place ne signalent aucune fraude massive.

❑ ÉGLISE

Le repère béni des prédateurs sexuels?

Des centaines de procès, plus de deux mille victimes et près de trois milliards de dollars d'indemnités... Le scandale des prêtres pédophiles n'a pas épargné les États-Unis, où la presse s'est déchaînée contre l'Église catholique.

L'Église romaine est-elle l'axe central d'un vaste réseau de prédateurs sexuels ? Aucun doute pour la grosse presse américaine aux ordres d'un globalisme sionisé mâtiné de gauchisme libéral à la sauce caviar. Depuis quelques mois, son offensive se durcit. Air connu, propagande bien rôdée. Mais on n'avait jamais vu une telle haine.

Des fidèles déboussolés

Même les plus modérés se croient obligés de parler de perversion, d'omerta. L'effroyable tableau étant confié aux fanatiques : une hiérarchie vaticane protégeant la carrière de prêtres pédophiles avec la bénédiction du pape. Schéma dantesque que les plus hardis complètent avec des chiffres : près de 15 % de catholiques américains quitteraient l'Église à cause de cette nauséuse mascarade et plus de 50 % des fidèles seraient favorables au mariage des clercs. Le *New York Times* enfonce le clou avec une masse hydraulique : « *C'est Watergate et Waterloo mélangés*, écrit-il. *Le pape doit être arrêté. L'Église est finie : trop compromise, trop corrompue, trop médiévale.* » L'enflure devient dérisoire et suspecte. À vouloir trop prouver, on ne prouve rien. Voyons les faits. D'abord, le scandale est indéniable. Aux États-Unis, il éclate en 2002 sur la côte atlantique et gagne rapidement les rives du Pacifique avec deux pôles d'infection : Boston et Los Angeles. Entre les deux villes, presque tous les États sont touchés par cette sournoise lèpre : des centaines de procès, plus de deux mille victimes et près de trois milliards de dollars d'indemnités. Affreux bilan. Le cardinal-archevêque de Boston doit démissionner ; celui de Los Angeles s'en sort de justesse.



Messe célébrée en la chapelle de la cathédrale de la Sainte-Croix de Boston en 2009

L'Amérique est sous le choc. Et pas seulement les catholiques. On tente de comprendre, d'expliquer. On avance quelques pistes.

Explications avancées

Relevons-en trois : une société saturée de luxure aurait fini par déstabiliser les esprits les plus vulnérables, c'est-à-dire les moins sensibles à la chasteté ; un célibat obsolète plongerait les prêtres dans une insupportable spirale de tortures physiques et mentales d'où ils ne pourraient sortir que par le péché ; enfin, le secret enveloppant l'Église depuis sa création comme une seconde nature inciterait les plus faibles à donner libre cours à leurs instincts pervers en sachant que la solidarité communautaire est leur atout le plus décisif. Mais avant d'identifier les raisons du scandale, il convient de le scanner.

Première bizarrerie qui n'a pas l'air de troubler nos grands éditorialistes : il est impossible de comparer quantitativement les dérapages homosexuels du clergé catholique avec le même genre d'abus perpétrés par d'autres communautés mâles. Dommage. Il est facile de s'offusquer en apprenant, par exemple, que 8 % des prêtres d'un diocèse se sont rendus coupables d'attitudes licencieuses envers de jeunes garçons. Mais 8 % par rapport à quoi ? L'offensive anticatholique aurait gagné en crédibilité si elle avait pu soutenir que les clercs en col romain sont deux fois plus pervers que les pasteurs baptistes, trois fois moins que leurs homologues presbytériens et qu'ils se trouvent presque à égalité - pourquoi pas ? - avec les rabbins, les imams ou les bonzes. Quittons les religions : il serait utile de situer les dégâts dus à l'Église par rap-

port à ceux des chefs scouts, des moniteurs d'éducation physique, des surveillants de piscine ou plus largement des professeurs d'établissements publics. Aucune statistique, aucun chiffre - rien. Rome se retrouve seule avec ses odieux pourcentages.

Distinctions négligées

Deuxième anomalie : aucune distinction n'est faite entre pédérastie et pédophilie. Or, pour bien mesurer la gravité des faits, il est indispensable de séparer les deux notions. Le collège John Jay à New York a eu ce souci en procédant à la plus vaste et la plus minutieuse enquête jamais réalisée à ce jour sur ce sujet. Bien que sponsorisée par la Conférence des évêques américains, cette enquête conserve une indépendance d'esprit qui a contribué à sa renommée. Sur plus de 100 000

prêtres, vivants et morts, examinés sur une soixantaine d'années, près de 4 500 - soit moins de 5 % - ont été accusés d'"éphébophilie", en d'autres termes d'avoir agi d'une manière sexuellement coupable à l'égard de mineurs âgés de quinze à dix-huit ans. Certes, ce sont 4 500 de trop, mais nous sommes loin des 20 ou 30 000 suggérés par les vautours. Sur ces 100 000 prêtres passés au crible depuis 1950, 149 (un sur 670) le furent pour des cas de pédophilie. En s'attaquant à des impubères (entre dix et treize ans), le pédophile s'impose comme le véritable monstre, le super-prédateur, l'autre "tueur" en série. Les victimes de cette pédophilie se comptent par centaines et représentent près du tiers des indemnités versées par l'Église.

Une institution vulnérable aux attaques

Troisième étrangeté : si les prêtres ne sont pas pires que leurs homologues - ils auraient même tendance à être bien meilleurs - pourquoi parle-t-on d'eux avec tant de profusion ? Évacuons tout de suite l'athéisme maladif, le sectarisme professionnel et l'anticléricalisme chronique pour forer le point sensible : l'Église est vulnérable aux attaques. Avec son goût des dossiers, sa passion des archives et sa science de l'administration, l'Église a bâti autour d'elle - sans toujours avoir conscience de certaines conséquences ultimes - un immense et précieux réservoir d'informations. Un prêtre suspecté de relations troubles avec un adolescent devient une aubaine pour un avocat habile : il suffit qu'il tire un fil de l'énorme et poussiéreuse pelote pour amener à lui dix, vingt, trente affaires du même genre qui auraient pu sommeiller dans des armoires pendant des lustres. Des affaires qui remontent bien souvent à dix, vingt ou trente ans. Alors, une dernière question : pour quelles raisons la pédophilie des clercs devrait-elle être imprescriptible alors que celle de Daniel Cohn-Bendit ou de Roman Polanski est toujours présentée comme de la vieille histoire ? ■

De notre correspondant aux États-Unis Philippe Maine

L'Église belge, repaire de Dutroux ?

Du jamais vu : tous les évêques belges séquestrés à Malines pendant de longues heures, leurs téléphones portables et tous leurs papiers saisis, deux tombes de cardinaux violées ! Tout cela sous prétexte de chercher des éléments d'enquête sur les agressions pédophiles présumées de la part des prêtres... On comprend que depuis l'affaire Dutroux la Belgique soit traumatisée, mais était-il utile pour l'enquête de jeter bruyamment le discrédit sur toute une institution, et la plus sacrée ? On aurait voulu déshonorer l'Église qu'on ne s'y serait pas pris autrement. Les cas de pédophilie existent, hélas, dans le clergé belge comme dans celui des autres pays, comme dans toutes les autres institutions ayant des responsabilités éduca-

tives, et la police doit pouvoir enquêter partout. Mais quand on manque de discrétion au point de violer des tombes et de violer même des correspondances intimes des victimes, où s'arrêtera-t-on ? Si même l'Église est traitée ainsi, il n'y aura plus de domaine réservé pour personne. On sombrera en pleine tyrannie policière.

La réaction du pape

Benoît XVI a adressé un message au président de la conférence des évêques belges, M^{re} Léonard, lui exprimant sa « *solidarité* » dans ce « *moment de tristesse dans lequel, avec certaines modalités surprenantes et déplorables, des perquisitions ont été menées* ». Le pape a réaffirmé que les faits graves de pédophilie doivent « *être traités par l'ordre civil et par l'ordre canonique dans le respect réciproque de la spécificité et de l'autonomie de chacun* ». C'est le bon sens. ■ M.F..

Le mariage gay, un "droit" ?

La nouvelle est tombée deux jours avant la Gay-pride de ce samedi 25 juin ; c'est une fort mauvaise surprise pour Sodome : la Cour européenne des droits de l'homme a prononcé jeudi 24 un arrêt dont il ressort clairement que la convention du même nom ne garantit nullement un "droit" au mariage homosexuel. Elle a refusé la demande d'un "couple" de deux Autrichiens, de sexe masculin, quinquagénaires vivant ensemble, qui s'estimaient lésés de ne pas jouir des mêmes droits que les couples hétérosexuels. La cour a estimé que « *les autorités nationales sont mieux placées pour apprécier les besoins sociaux en la matière et pour y répondre, le mariage ayant des connotations sociales et culturelles profondé-*

ment ancrées qui diffèrent largement d'une société à l'autre ». Donc elle « *laisse à chaque État membre le soin de décider si, dans son ordre juridique, le mariage homosexuel doit être permis* ». Un bémol toutefois : la décision a été prise qu'à quatre voix sur sept, ce qui pourrait bien inciter les deux "messieurs" à faire appel.

Des unions non reconnues dans une majorité d'États

Il n'empêche que pour le moment, la Cour européenne des droits de l'homme reconnaît que « *si un consensus européen se fait jour quant à la reconnaissance des couples de même sexe, celle-ci n'est pas encore prévue dans une majorité des États* » et il est pour le moment inutile de demander à "l'Europe" contre les États le droit de violer impunément les lois de la famille. Enfin un domaine dans lequel le souveraineté des États est réaffirmée... ■ M.F.

ANNIVERSAIRE

Le roi Albert II au Congo

Cinquante ans après l'accession du Congo à l'indépendance, Albert II s'est rendu dans l'ancienne colonie belge où planent l'ombre des assassinats et l'annonce de poursuites judiciaires.

Auguste Comte écrivait que nous sommes gouvernés par plus de morts que de vivants. Il est des morts encombrants. Patrice Lumumba en est un. Alors que le roi Albert II et le Premier ministre Yves Leterme se rendent au Congo pour la célébration des cinquante ans d'indépendance, l'assassinat de Lumumba est une bombe à retardement.

Basses œuvres

Les fils de Lumumba, François, Guy et Roland, portent plainte contre douze Belges suspectés d'avoir participé à l'assassinat. La plainte sera officiellement déposée en octobre. L'avocat Christophe Marchand a expliqué qu'il n'avait pas voulu que cela se fasse au moment où le roi serait au Congo, mais qu'il devait en être averti avant son départ. Un autre assassinat jette une ombre sur le voyage royal. Celui de Floribert Chebaya, emblématique militant des droits de l'homme. Son chauffeur est porté disparu. Plusieurs officiers supérieurs de la police sont compromis. L'inspecteur général Numbi Banza a été suspendu et le chef-adjoint de la police Daniel Mukalay aurait avoué le meurtre sur ordre de son supérieur le général Numbi Banza Tambo. L'affaire fait grand bruit. Le Parlement européen s'en est saisi ainsi que le secrétaire général des Nations Unies et nombre de personnalités internationales. Une enquête impartiale est exigée. Un médecin néerlandais est arrivé sur place, mandaté à cet effet. On peut s'interroger quant à l'opportunité de la présence du roi au cinquantième anniversaire de « l'Indépendance Cha Cha » pour reprendre le tube à la mode en 1960. Récemment à Actes Sud est paru un livre saisissant d'In Koli



Jean Bofane, *Mathématiques congolaises*. Il offre un reflet du Congo, de ses jeux de pouvoir, de ses manipulations, de la magie des sorciers, de l'élimination physique d'opposants. Ses personnages ont chacun une densité, du caractère, et sont broyés par un système fait d'ambition, de corruption allant jusqu'au meurtre. Il ne situe pas l'époque, de toute évidence celle de Mobutu. Mais celle de Kabila ne fait que la perpétuer. « Il tue encore plus aisément que Mobutu », confie-t-il lors d'un entretien.

Le passé ressuscité

La Belgique, à l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance, s'est mise à l'heure congolaise. Au musée de l'Armée ¹, une exposition importante et bien conçue retrace l'histoire de la Force publique. Durant la guerre de 1914-1918, les soldats congolais se sont battus

aux côtés des Français au Cameroun, et avec les Britanniques en Rhodésie. Les victoires de Tabora et de Mahenge en 1916 et 1917 sont inscrites sur leurs étendards. En 1940-1945, ils participèrent à la campagne d'Abyssinie (1941) où ils défirent les Italiens. On les vit même en Palestine et en Égypte ayant revêtu l'uniforme britannique pour des raisons logistiques. Mais cette Force publique se révolte plusieurs fois au fil des années coloniales. Au lendemain de l'indépendance, une nouvelle révolte fut dirigée contre le Premier ministre, mais Lumumba lui-même avait mis le feu aux poudres avec un discours incendiaire prononcé devant le roi Baudouin. Discours qui aurait été rédigé... par un journaliste belge. Convenons-en, celui du roi était empreint d'un paternalisme cadrant mal avec la circonstance. Mais il s'accordait avec les sentiments d'une partie du monde po-

litique, inconscient jusque-là de l'évolution des esprits. L'exposition au musée de Tervuren ², le "Versailles" de Léopold II aux portes de Bruxelles, retrace à travers une grande richesse de documents iconographiques et sonores les péripéties et les à-coups de cette « indépendance Cha Cha », indépendance sur un pas de danse. Un faux-pas qui n'a jamais permis de retrouver l'équilibre... Les lumumbistes ont commis des massacres dont ceux de parlementaires si l'on en croit le sénateur Cardoso, congolais membre en 1960 du parti de Lumumba.

Le péché originel du roi Baudouin

Lumumba lui-même assassiné. Sur l'instigation de qui ? Aujourd'hui on publie des extraits de la correspondance du roi Baudouin. Nous sommes en 1960. Il a vingt-six ans. Voilà qu'il écrit : « La crise du Congo incombe à un seul homme, Patrice Lumumba. » De là, il n'y a qu'un pas pour l'accuser d'avoir avalisé son assassinat. Le pas est franchi, et une "carte blanche" publiée par le sociologue et historien Ludo De Witte est intitulée « Lumumba et le péché originel du roi Baudouin ». En ce cinquantième anniversaire de l'indépendance, le passé, le présent s'entrecroisent. On peut certes rouvrir le procès de la colonisation. Mais nous nous souvenons ces mots d'un cardinal ougandais rencontré dans son pays, il y a plusieurs années. La guerre civile faisait rage. « Vous savez je suis un "homme made product" (un produit d'origine). J'ai été à Londres, mais je suis né, j'ai vécu, je vis ici. Du temps des Anglais, nous aspirions sans doute à la liberté. Mais au moins nous n'avions pas faim, on ne nous torturait pas, on ne nous tuait pas. » Invinciblement, nous songeons à ce prélat en contemplant le tableau de ces *Mathématiques congolaises* où la corruption et le meurtre sont mis en équation. ■

Charles-Henri Brignac

¹ Parc du cinquantenaire, 1000 Bruxelles ; tél. : 33 (0) 27 37 78 33.
² Musée royal de l'Afrique centrale, chaussée de Louvain, Tervueren.

PIRATERIE

Les condamnations pour piraterie n'étaient plus intervenues en Europe depuis belle lurette. Jugés par un tribunal néerlandais, cinq Somaliens ont écopé de cinq ans de prison le 17 juin. (Bruxelles 2, 17/06/2010) Afin de combattre la piraterie dans l'océan Indien, les Pays-Bas ont annoncé, en outre, qu'ils allient déployer... un sous-marin. Cela dans le cadre de l'opération Ocean Shield de l'OTAN. (Bruxelles 2, 22/06/2010)

APPONTAGES

Le 4 juin, des mécaniciens français ont changé le moteur d'un Rafale à bord d'un porte-avions de l'US Navy. « Chaque fois qu'un de nos avions se pose sur un porte-avions américain, nous avons l'angoisse de la panne et qu'il ne puisse redécoller » explique-t-on à l'état-major de la Marine. « Maintenant nous savons que nous saurions le réparer : changer un moteur est ce qu'il y a de plus compliqué à faire. » (Secret Défense, 15/06/2010) En cas d'indisponibilité du *Charles de Gaulle*, cela pourrait faciliter l'entraînement des pilotes français.

ÉNERGIE

Selon l'ambassadeur de Russie en France, Alexandre Orlov. « le nucléaire est l'énergie renouvelable la plus prometteuse ». La formule est osée, mais elle ne devrait pas déplaire à Paris, le « partenaire majeur » de Moscou en Europe. De fait, souligne Euractiv (21/06/2010), « GDF-Suez est impliqué dans le gazoduc Northstream, qui doit être achevé vers l'été 2011. Quant à l'entreprise EDF, elle prend une part active dans le développement du projet Southstream, qui doit entrer en service autour de 2015. »

AFGHANISTAN

La France en guerre

le 18 juin, Steeve Cocol, un brigadier du 1^{er} régiment de hussards parachutistes de Tarbes a été tué en Afghanistan. Il faisait preuve, selon l'Armée, d'une rare force de caractère, restant toujours souriant même dans les conditions difficiles. Intégré au sein du bataillon français, un reporter-photographe franco-américain, Jonathan Alpeyrie, a publié son témoignage dans *Paris Match*. Les règles d'engagement, très contraignantes, l'ont interpellé : « Pas question de pénétrer dans les maisons pour rechercher des armes. Il est également interdit de tirer sur un homme armé, même s'il est animé de mauvaises intentions. [...] Las de son rôle de "libérateur-distributeur de friandises", un soldat me confie : "On ne peut pas gagner une guerre avec les mains accrochées aux couilles." » (Secret

Défense, 17/06/2010) Les autorités insistent effectivement sur la dimension "humanitaire" des opérations. Le 22 juin, par exemple, l'état-major des armées (EMA) a signalé l'inauguration d'une salle informatique au lycée de Tagab. Réhabilité quelques mois plus tôt, l'établissement avait été endommagé par un tir de roquette alors que les travaux venaient de s'achever. Les militaires français ont assuré la reconstruction. Et distribué aux élèves des « kits scolaires ».

Une parfaite asymétrie

Cela semble dérisoire. Mais selon le lieutenant-colonel Gray, des forces armées suédoises, « notre principal espoir réside dans le fait que les Talibans sont toujours plus détestés que nos forces et que l'opinion publique, malgré ses préoccupations, ne manifeste pas encore une phobie des pertes comme le craignent les politiques,

mais plutôt une peur des défaites inutiles » (Alliance géostratégique, 24/06/2010). La guerre demeure « absente des préoccupations de notre société », a déploré, le 22 juin, l'amiral Édouard Guillaud, chef d'état-major des armées. « Nos engagements sont lointains, la notion de défense nationale est de plus en plus virtuelle... » Pourtant, « l'histoire a ses constantes », et « la guerre en est une ». Elle est même de retour, souligne le lieutenant-colonel Gray, « avec, face à nous, des acteurs dont l'objectif n'est pas une victoire militaire décisive mais plutôt un effritement de la volonté politique tout en montrant une indifférence totale aux pertes civiles et au droit de la guerre. [...] La classe moyenne cultivée, qui domine les sociétés démocratiques, n'est plus tout à fait prête à accepter ni les méthodes brutales nécessaires à la victoire, ni les pertes liées à ce refus même de la violence. Ce point faible des sociétés démo-

cratiques est exploité par les Talibans, pour qui mourir de la main de l'ennemi est un honneur et procure le salut éternel. Voilà l'asymétrie parfaite qui bénéficie à l'adversaire et risque de créer une situation d'échec. »

Turbulences politiques

Sur le terrain politique, la situation n'est pas au beau fixe. Outre-Atlantique, le magazine Rolling Stone ayant rendu compte des propos du général McChrystal vociférant contre Washington - mais aussi contre Paris -, celui-ci a aussitôt été débarqué. En Pologne, la campagne électorale a levé le "tabou" du retrait des troupes (Bruxelles 2, 15/06/2010). Or, conclut l'officier suédois, « l'hésitation de plusieurs capitales européennes à s'engager davantage et durablement [...] risque d'avoir des conséquences graves ». Le cas échéant, nos soldats seraient morts pour rien. □ G.D.

IL Y A 220 ANS

Premier sursaut contre-révolutionnaire

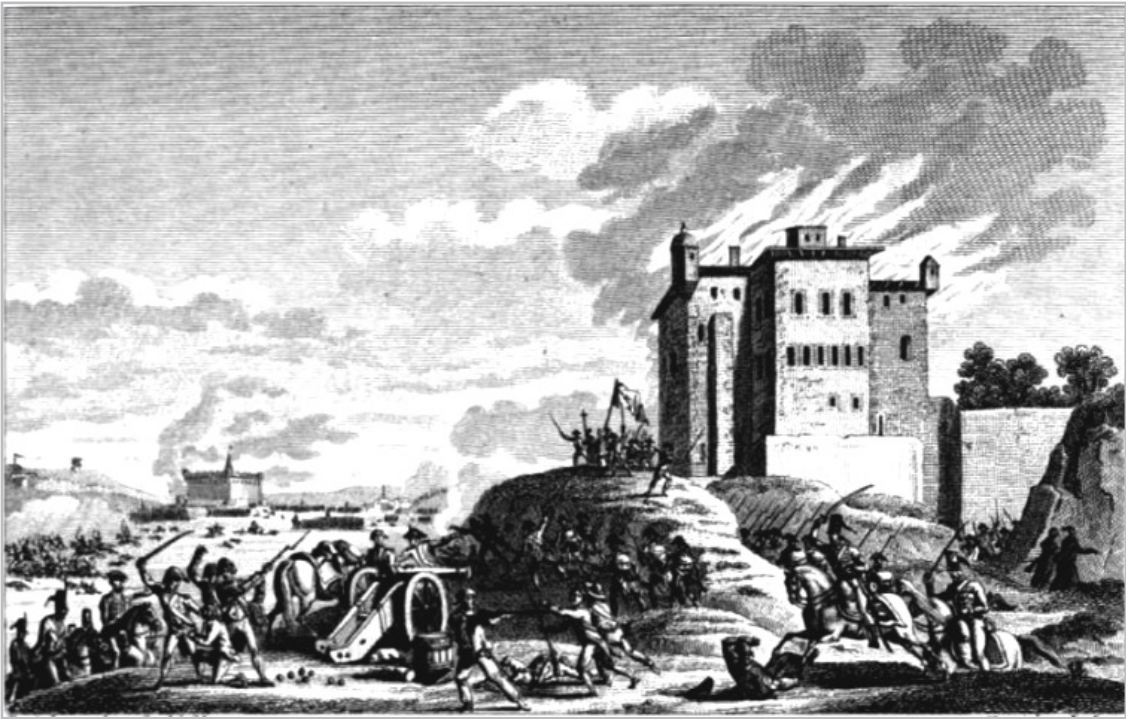
Savez-vous que le tout premier acte contre-révolutionnaire se produisit il y a 220 ans entre Rhône et Cévennes, au pays de Vivarais, dont la Révolution venait de faire le département de l'Ardèche ? Inexpérimentée à ses débuts, cette chouannerie atteignit le tragique et le sublime...

Tout le premier semestre 1790, s'étaient mises sur pied difficilement les nouvelles institutions locales : on se disputait ferme sur le tracé des districts, et on allait jusqu'à s'accuser de "républicanisme" - ce qui était encore l'injure suprême ! Néanmoins en portant à la tête du directoire de l'Ardèche de grands noms du pays, les Vivarois avaient montré leur volonté de ne point trop se séparer des autorités naturelles traditionnelles. Et le 14 juillet 1790 fut fêté comme partout dans l'allégresse... et dans l'illusion (voir *L'AF 2000* du 17 juin).

Les fédérés de Jalès

Comme partout, tout allait de plus en plus mal. L'insubordination se répandait, les forêts étaient ravagées... mais surtout l'agitation huguenote réapparaissait. Les protestants n'avaient pourtant plus de raisons de se plaindre depuis que Louis XVI leur avait accordé l'édit de Tolérance leur rendant la liberté de culte (7 novembre 1787), mais la Déclaration des Droits de l'Homme du 24 août 1789, mettant sur le même plan « toutes les opinions même religieuses », avait échauffé les esprits sur cette terre passionnée. Les échos de l'Assemblée nationale constituante semaient l'effroi : nationalisation des biens du clergé (2 novembre 1789), décret refusant au catholicisme le privilège de religion d'État (13 avril 1790), constitution civile du clergé (12 juillet)... À Nîmes, dans le Gard, le régiment de Guyenne - un ramassis de francs-maçons - et les milices huguenotes des Cévennes avaient organisé du 12 au 15 juin le massacre de trois cents catholiques dont cinq capucins. Et quand on apprit que se formait à Boucoiran, près d'Alès, un camp de protestants, ce fut dans tout le Sud du Vivarais une explosion de colère.

L'âme du mouvement fut Louis de Malbosc, maire de Berrias (district du Tanargue) - un fort honnête homme, non systématiquement hostile aux idées nouvelles, mais qui ne supportait pas les attaques de la Constituante contre le roi et la religion catholique. Il eut vite fait de convaincre son entourage que l'ordre et la justice ont besoin de la force et que donc il fallait utiliser la seule force organisée du moment : les gardes nationaux. On créa ainsi une "fédération" aux buts autrement plus concrets que ceux de la fête du même nom... Quant au lieu de la réunion, il apparut tout de suite que ce devait être l'immense plaine de Jalès, cette terre à blé et à vigne qui s'étend au Sud de l'Ardèche, aux confins du Gard, non loin de la Lozère. Au centre de cette plaine, se dressait une



imposante commanderie fondée en 1140 par les Templiers, puis affectée à l'ordre de Malte. Le rendez-vous fut fixé au 18 août.

La constituante embarrassée

Le camp de Jalès fut un magnifique rassemblement : plus de 180 paroisses, avec 20 000 hommes et 170 drapeaux représentant 80 000 gardes nationaux - une multitude immense et bigarrée, la plus forte mobilisation jamais vue dans le pays. L'abbé de Larque, curé de Banne, célébra la messe, assisté de vingt ecclésiastiques. Tout cela sentait bien sûr l'improvisation. Le directoire ne voulant pas se mouiller, Malbosc dut se résigner à présider lui-même la cérémonie de prestation de serment de fidélité au roi et à la nation. Puis, les buts du rassemblement n'ayant pas été suffisamment définis, certains se montraient pressés de rentrer chez eux, d'autres étaient prêts à marcher sur Boucoiran. Malbosc se sentit dépassé ; pour lui on avait montré sa force, et cela devait suffire. On décida malgré tout, avant de se séparer, de rendre permanent le comité de Jalès, afin de pouvoir en cas de besoin rassembler les forces catholiques. Ce qui, malgré lui, faisait sortir Malbosc de la légalité. Mais fait-on la contre-Révolution sans casser des œufs ? Les révolutionnaires se déchaînèrent. Ils parvinrent même à obtenir du directoire du département une condamnation du camp et du comité de Jalès. Les plaintes affluèrent à l'Assemblée constituante qui parla le 5 septembre d'ouvrir une information judiciaire... mais il n'y eut personne sur place à qui la confier. Cet embryon de résistance à la Révolution connut pourtant un énorme retentissement. La presse "patriote" ne se retint pas, accu-

sant les fédérés de Jalès de méditer une insurrection avec l'appui de l'Espagne (!). L'entourage des princes réfugiés à Turin avec le comte d'Artois, frère du roi (futur Charles X) commença à s'intéresser au mouvement : deux "personnages mystérieux" furent arrêtés le 1^{er} octobre alors qu'ils dînaient chez le comte de La Saumée, lieutenant général du camp de Jalès : on sut très vite qu'il s'agissait du prince de Polignac et du marquis de Castelnau venus dire les remerciements des princes aux fédérés du Vivarais pour leur zèle et les avertir « *qu'il se préparait des événements dans lesquels on aurait besoin de leurs services* ». Au même moment parut un manifeste apocryphe dont l'auteur supposé était le bouillant abbé Allier, curé de Chambonas, près des Vans, qui dénonçait vigoureusement les vexations dont était victime la religion catholique, ajoutant que l'assemblée de Jalès « *verserait jusqu'à la dernière goutte de sang plutôt que de laisser subsister une constitution monstrueuse assise sur des ruines et cimentée par des larmes* ». Ne voulant rien dramatiser, le directoire du département obtint la libération des deux "mystérieux voyageurs". Malbosc, de son côté, voyait son prestige s'accroître. Désormais Jalès devenait un symbole ; on ne pouvait plus reculer ; au fur et à mesure que la Constituante s'en prendrait à l'Eglise, le Sud du Vivarais se rai-dirait dans son royalisme. L'affaire ne s'arrêta pas là, en effet. La loi obligeant les prêtres à prêter serment à la constitution (27 novembre 1790) irrita les paysans du Vivarais ; ceux du district du Tanargue se dirent prêts à tuer les prêtres assermentés qui oseraient se présenter à eux. L'heure était grave, et justifiait un nouveau camp de Jalès. Il eut lieu le dimanche 20 février 1791,

renforcé par les habitants d'Uzès (Gard) qui, avec leur curé, l'abbé La Molette, fuyaient les massacres perpétrés par les protestants. Donc, 30 000 hommes bien décidés à ne reculer devant rien, pas même un soulèvement.

Un assassinat déguisé en suicide

Encore une fois Malbosc se sentit dépassé, il était de la trempe de Louis XVI et croyait qu'on arrêterait la Révolution sans violence. Mais la Révolution elle-même n'était-elle pas la pire des violences ? Faute de s'être posé la question, il se retrouva interné le 27 février à Pont-Saint-Esprit par les hérauts des Droits de l'Homme... Une quinzaine de jours plus tard son corps fut retrouvé sur les bords du Rhône. Un assassinat déguisé en suicide... Car les révolutionnaires avaient décidé de disperser le camp de Jalès : l'armée "citoyenne" recrutée parmi des volontaires du Gard, de la Drôme et du Vaucluse était un véritable club où les motions les plus incendiaires étaient acclamées. Ils ne manifestaient aucune pitié. Du coup le comte d'Artois et le prince de Condé quittèrent

Turin le premier pour Venise et le second pour Worms ; ils avaient perdu l'espérance de voir s'em-braser tout le Sud-Est.

Les Vivarois ne s'avouaient pas vaincus : après que le pape Pie VI eut, enfin !, condamné par la bulle *Quod aliquantum* du 10 mars 1792 la constitution civile du clergé, ils reprirent courage. L'on retrouva les deux abbés intrépides, l'abbé Allier et l'abbé La Molette, tout prêts à reprendre le combat. Le premier avait rencontré en février à Coblenz les comtes de Provence et d'Artois, frères du roi. Ceux-ci étaient désireux de coordonner le mouvement avec celui qui s'ébauchait dans d'autres provinces car on commençait à bouger à Toulouse, à Castres, en Franche Comté ; le marquis de La Rouërie venait de lancer l'Association bretonne.

Trouvant que l'on tergiversait, un Drômois, le comte de Saillans, précipita les choses faisant sonner le tocsin pour attirer à lui les paysans. Il réussit le 7 juillet à s'emparer du château de Banne dominant la plaine des Vans et le bois de Païolive mais il ne put étendre son autorité sur tout le Sud-Ouest du Vivarais, car les troupes du département ayant eu vent du complot, renforcées par celles du Gard et de Lozère, vinrent l'encercler. Malgré des prodiges d'héroïsme, il fut arrêté le 12 juillet, et sauvagement traîné place de Grave aux Vans pour y être massacré tandis que le château de Banne était totalement détruit par un incendie de plusieurs jours. Même sort pour la commanderie de Jalès. Les représailles furent atroces ; 200 conjurés avaient déjà péri le 14 juillet dont neuf prêtres insensément aux Vans. Ceux qui échappèrent à la mort devaient se retrouver à Paris à la Conciergerie sous la Terreur. Quant à l'abbé Allier, il devait monter sur l'échafaud le 16 septembre 1793 à Mende. Mais les royalistes vivarois devaient encore, de ci de là, manifester leur insoumission jusque sous le Directoire et même l'Empire. Honneur à la chouannerie vivaroise ! Inexpérimentée à ses débuts, elle atteignit le tragique et le sublime dans l'affrontement avec la Révolution. Elle démarra la première, bien avant les provinces de l'Ouest, mais celles-ci surent alors en tirer la leçon : la contre-révolution devait être totale, et pas seulement religieuse, car il n'y avait rien à attendre des nouvelles autorités en place. ■

Michel Fromentoux



TARIF DES ABONNEMENTS

(paraît les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois)

- | | | | |
|--|-------|---|-------|
| 1. Premier abonnement France (un an) | 76 € | 5. Abonnement de soutien (un an) | 150 € |
| 2. Premier abonnement Étranger (un an) | 85 € | 6. Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an) | 65 € |
| 3. Abonnement ordinaire (un an) | 125 € | 7. Outre-mer (un an) | 135 € |
| 4. Abonnement de six mois | 70 € | 8. Étranger (un an) | 150 € |

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Tél. Courriel

Bulletin à retourner avec un chèque à l'ordre de la PRIEP à :
L'Action Française 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 PARIS
CCP Paris 1 248 85 A

CETTE ANNÉE- LÀ

1682 : Le soleil de Versailles

Le 6 mai 1682, Louis XIV s'installe définitivement à Versailles, suivi de la cour. Il va vivre pendant quelque temps dans un château rempli de maçons, où l'on devait parfois changer de chambre pour fuir le bruit...

Cette année-là, la trente-neuvième de son règne, Louis XIV, quarante-quatre ans, s'installa avec toute la cour à Versailles. Il résiderait enfin dans un palais à sa mesure. Il aurait pu agrandir le Louvre, ou Fontainebleau, ou Saint-Germain-en-Laye..., ou trouver un espace plus près de Paris. Mais Versailles, c'était « son lyrisme personnel » comme l'explique Georges Bordonove : « Ce fut aussi la preuve qu'il n'était pas seulement un grand politique et un César triomphant, mais un roi artiste, le premier artiste de son époque puisqu'il créait un style dégagé de l'influence italienne, typiquement français, c'est-à-dire conservant équilibre et mesure dans la grandeur, élégance et grâce dans l'énormité. »

Héritage paternel

Pourquoi avoir choisi Versailles ? Il était à la recherche d'un endroit vaste, pas trop près de Paris, parce qu'il avait été dans sa jeunesse toute récente très marqué par les émeutes de la capitale qui durant la Fronde l'avaient obligé à fuir précipitamment. Il vint sur le site de Versailles pour la première fois vers 1653 ; il fut tout de suite conquis par le paysage grandiose et la vaste forêt trouée d'étangs au milieu de laquelle son père Louis XIII avait fait construire un modeste pavillon de chasse pour y méditer tranquillement. C'est là, rappelons-nous, que s'était déroulé (voir L'AF 2000 du 20 mai dernier) le drame de la "Journée des dupes" qui vit le triomphe de Richelieu sur l'intrigante reine-mère Marie de Médicis. Le jeune Louis XIV imagina très vite ce que l'on pourrait bâtir à partir du petit manoir paternel, celui-ci étant pieusement sauvegardé avec sa façade de pierre blanche, mais que l'on chargerait de dorures. Pas



Démontée en 1793, la Grille royale du château de Versailles fut réinstallée en 2008.

question de faire table rase du passé. Les travaux d'agrandissement commencèrent en 1661. Louis Le Vau et Noël Coypel reconstruisirent les communs et entreprirent la décoration des appartements, tandis que Le Nôtre dessinait les magnifiques jardins avec leurs combinaisons d'allées. Dès mai 1664, devant six cents invités, le roi offrit les premières festivités, les Plaisirs de l'île enchantée, fête en l'honneur de Louise de La Vallière, au cours de laquelle Molière présenta sa première version du Tartuffe. Puis la superficie du château fut triplée et les immenses jardins furent ornées de sculptures. Le Nôtre commença le creusement du grand canal. Le 18 juillet 1668,

eut lieu une nouvelle fête, le grand divertissement royal, avec pièces de Molière et musique de Jean-Baptiste Lully. Cette fois le marquis de Montespan était à l'honneur.

36 000 ouvriers, sculpteurs, jardiniers...

Entre 1668 et 1678, on enveloppa le premier château. Le Château-Neuf s'éleva tout en pierres avec ses longues façades ponctuées par des avant-corps et divisées dans la hauteur. À partir de 1678, le roi laissa paraître son intention de fixer sa résidence à Versailles : alors on accéléra les travaux. Trente-six mille ouvriers, sculpteurs, tailleurs de pierre, jardi-

niers, étaient en permanence à l'œuvre, les artistes, François d'Orbay, Le Nôtre, Jules Hardouin-Mansart... évoluaient au milieu des échafaudages et des gravats. On aplanissait les sols, on comblait les marécages, on construisait la grille dorée côté ville de Versailles. Le roi qui dirigeait les travaux, chaque fois que la politique lui en donnait le temps, chapeau sur la tête, canne à la main, ne craignait pas de parler avec les hommes de métiers.

Un cadre à la mesure du roi

Le 6 mai 1682, il n'y tint plus. Il quitta Saint-Cloud et s'installa, suivi de la cour, définitivement à Versailles, dans un château empli de maçons, et où l'on devait parfois changer de chambre pour fuir le bruit. Les travaux de décoration allaient bon train. La somptueuse galerie des Glaces était encombrée d'échafaudages et on la traversait en empruntant un passage entre les poutrelles ; elle ne devait être terminée qu'en 1684, après la mort de la reine Marie-Thérèse et de Jean-Baptiste Colbert, contrôleur général des finances, lequel était très inquiet de toutes ces dépenses... Il faudrait encore des années de travail pour perfectionner les jardins, sculpter les statues, installer les merveilleuses fontaines avec leur jets d'eaux ... Néanmoins le roi ne tarda pas à établir ses règles d'étiquette rigoureuses et complexes, qui transformaient tous les actes, même les plus quotidiens, en un cérémonial quasi sacré. Plus que partout ailleurs Louis XIV à Versailles fut le Roi Soleil, éclairant tout, communiquant sa lumière à toute chose et imprimant leur harmonie, leur solidité, leur équilibre aux mouvements et aux pensées de toute la société. Bien sûr ce siècle eut des ombres, et Versailles coûta cher, mais comme dit encore Bordonove, quand on voit aujourd'hui les foules photographier les impressionnantes façades, arpenter les allées de Le Nôtre ou naviguer sur le Grand Canal « on se sent porté à l'indulgence envers LouisQue dis-je ? On se sent complice... » ■

Michel Fromentoux

Dans le courrier de Maurras

Dans le sillon des études maurrassiennes, paraissent des correspondances que l'on croyait noyées dans les cartons d'archives privées et publiques.

C'est le cas de cette belle moisson intelligemment effectuée dans le fonds Maurras des Archives nationales par deux chartistes, Agnès Callu et Patricia Gillet. Il s'agit des lettres envoyées au Maître, sans les réponses. Treize interlocuteurs ont été sélectionnés dans les catégories suivantes : fondateurs de l'AF, intellectuels, militants. Peu de révélations dans les missives choisies, mais des confirmations, et parfois des surprises. En effet la noble figure de l'amiral Schwerer, président de la Ligue au début des années trente, sort rajeunie. Tant sur le fonctionnement interne du mouvement que sur les hommes, l'amiral a été d'une lucidité et d'une loyauté parfaites. Le créateur d'Aspects de la France, le fidèle d'entre les fidèles Georges Calzant semble, en revanche, avoir fait, par son caractère exécrable, l'unanimité contre lui, au moins dans l'entre-deux-guerres ! Les lettres de Maxime montre comment on plante un mouvement politique au Pays basque. L'envoi de Vaugeois au sujet du roi Albert de Belgique indique que ce propagandiste infatigable, mais sourcilieux sur la légitimité dynastique, n'avait pas le même sens de l'humour que Bainville ! On regrettera certaines présentations tendancieuses et les corrections pédantesques de quelques universitaires chargés de l'appareil critique (on songe à celle d'Henri Vaugeois par Bertrand Joly) ; cette minorité de républicains retardataires, - que d'autres commentateurs plus honnêtes et plus jeunes, à commencer par les éditrices et M. Cattelain, rachètent - va à contre-courant de l'historiographie actuelle. D'amusants fac-similés aèrent, et une bibliographie et une chronologie sommaires complètent ce volume indispensable, qui, tel quel, doit figurer dans toute bonne bibliothèque d'AF. □

Vincent Gaillère

✓ Lettres à Charles Maurras : Amitiés politiques, lettres autographes 1898-1952 ; Presses universitaires du Septentrion, 2008, 256 p., 22 euros.

Charles-Henri Brignac



Retour à Waterloo

Cent quatre-vingt-quinze ans plus tard Napoléon est revenu à Waterloo. Il y livra bataille devant soixante-dix mille spectateurs. Plus de trois mille figurants venus de toute l'Europe avaient revêtu les uniformes d'époque. Il y avait des Français, des Britanniques, des Prussiens mais aussi des Tchèques et des Ukrainiens. Deux cent cinquante chevaux, montés par des cavaliers expérimentés participèrent à la reconstitution et chargèrent sabre au clair. Les chevaux, bien dressés, ne se laissèrent pas effrayer par le feu des canons et des pelotons. Les tirs laissaient des nuages de fumée

qui envahissaient de brouillard le champ de bataille. Tout était de la partie : le temps, humide, une ou deux ondées, ressemblait à celui du 18 juin 1815.

L'ennemi héréditaire

Parmi les milliers de spectateurs, on comptait environ 30 % d'étrangers. Quant aux Belges, qu'ils fussent wallons, bruxellois ou flamands, tous s'étaient donné rendez-vous aux pieds de la butte du Lion. Pour la circonstance, ils oublièrent les querelles communautaires et la symbolique des monuments érigés à Waterloo. Le lion a la gueule tournée vers la France et, aux yeux des nationalistes flamands, il constitue un défi à « l'ennemi héréditaire ». Par contre, le monument à l'aigle

blessé est un lieu de ralliement pour les "rattachistes", partisans d'une Wallonie française. Les divisions communautaires ne sont jamais loin... Mais cette fois, c'est le spectacle qui l'emportait. Et lorsque l'Empereur, avec son état-major, passa la foule en revue, il fut acclamé. Celui qui l'incarnait se nomme Sanson (comme le bourreau de Paris...) et habite Beaugency (le lieu d'une victoire de Jeanne d'Arc). Avec humour, devant Charles Napoléon, descendant de Jérôme Bonaparte, et Paul-Loup Sulitzer venu pour l'occasion, il déclara : « Aujourd'hui j'ai encore perdu, mais, l'an prochain, je reviendrai. Et je gagnerai ! » ■

❑ THÉÂTRE

Fuyez les rutabagas !

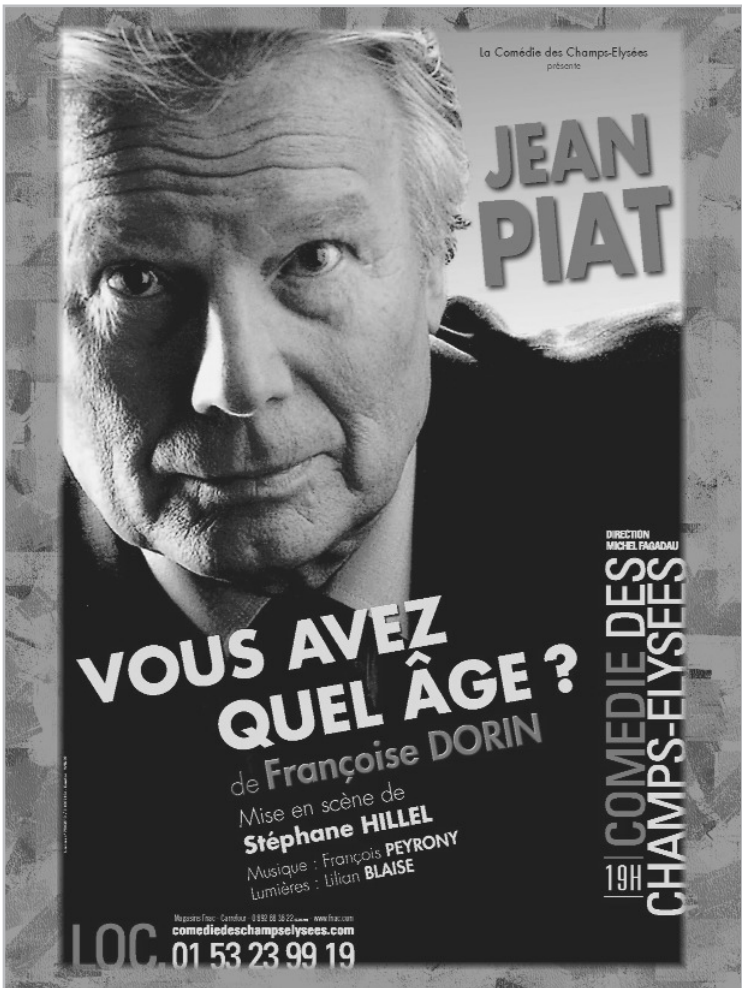
Françoise Dorin prodigue au théâtre ses conseils pour ne pas vieillir...
Convoquant des poètes de la Renaissance au romantisme,
son texte leste offre à Jean Piat un rôle sur mesure.

À l'heure où une gérontocratie galopante nous est annoncée, à l'heure aussi où dames de lettres et célébrités doivent - notoriété oblige - décliner leur date de naissance dans le Petit Larousse ou autre *Who's who*, sans faire, comme le chantait Gréco, « *des pâtés sur leur carte d'identité* », Françoise Dorin a senti venir le vent et le laisse gonfler sa voileure. Elle nous propose un spectacle « *pour tous les âges* », annonce l'affiche ; cependant, on constate un public en majorité aux cheveux gris ou blanc peroxydé - la grande mode - et pour ainsi dire conquis à l'avance.

Plus d'un tour dans le sac à malice...

L'auteur, il est vrai, a plus d'un tour dans son sac à malice. Elle sait que les « *seniors* » (sic) ont des lettres, aussi convoque-t-elle les poètes de la Renaissance au romantisme et même les grands classiques et le vieux Corneille. Qui ne se souvient de « *Marquise, si mon visage / A quelques traits un peu vieux, / Souvenez-vous qu'à mon âge / Vous ne vaudrez guère mieux* » ?

Tous ont chanté, il est vrai, le temps qui passe : avec légèreté, jubilation... ou amertume. Aussi Françoise Dorin nous prend-t-elle en main et nous prodigue-t-elle, pour ne pas vieillir, ou ne pas paraître « *vieux* », tout un lirelot d'admonestations et de conseils : ne pas dire, ne pas faire, etc. Exemple : n'avoir jamais - c'est préférable - goûté de rutabagas, trop daté ; ignorer les gazogènes, etc. Il y a quelque facilités, des séquences un peu lestes mais qui



Jean Piat est un subtil interprète, certes moins leste que le texte, mais toujours séduisant.

s'en plaindrait ? On n'est pas impunément la fille d'un des meilleurs chansonniers de l'entre-deux-guerres. Jean Piat en est le dedicataire et subtil interprète, certes moins leste que le texte, mais toujours séduisant. Il a endossé le costume, taillé pour lui, à ses mesures. Du cousu main, comme on dit en couture. Ce ne sera qu'aux pommes qu'on pourra

le retrouver sur scène, après quelque repos, dans cette malicieuse et talentueuse prestation. ■

Monique Beaumont

✓ *Vous avez quel âge ?* de Françoise Dorin, interprété par Jean Piat ; comédie des Champs-Élysées, 15 av. Montaigne, Paris 8^e ; reprise le 23 septembre ; tél. : 01 53 23 99 19.

Floraison du langage

« *Il faut craindre les orages : / Qui sait si nous reverrons, / Triste épave du naufrage, Les fontaines de Sidon ?* » Pourquoi ces vers retenus des lectures de ma prime jeunesse, et qui étaient, je crois, l'œuvre du poète René des Granges, demeurent-ils dans les caprices de ma mémoire et reparaissent-ils à certains soirs comme une servante silencieuse, revenue s'asseoir près de l'être ? Au long des siècles, il s'est trouvé nombre de cuistres fâcheux pour se gausser de l'usage des rimes et faire du mot "rime" lui-même un thème de plaisanteries bizarres. Heureusement pour nos âmes, les cantilènes éparses dans le souvenir témoignent de cette fidélité qui est aussi une sainte obstination. "Orages", "naufrages"... D'autres mots parents vont revenir nous y associer leur vertu évocatrice, et le mot "désinence" lui-même corrige sa trop docte origine grammairienne par sa sonorité même, alanguie et flottante, drapeau déployé au détour d'un chemin... Ils viendront en lent cortège, ces signaux éternels et toujours nécessaires à l'âme, "enfance", "croyance", "confiance" et, situé plus haut encore sur une tour du château de l'âme, "résonance"... "Résonance" est une dame du temps jadis ; elle vient à nous, apportant en son cabas "confiance", et plus précieuses encore, "France" et "espérance". Ce mot "résonance" revient comme un signe essentiel, une note majeure dans la parenté musicienne des mots amis, des mots parents, éternels compagnons de nos vies... Il est dans notre nature de retourner périodiquement, guidés par un instinct étrange qui s'apparente au rêve parfois, à la

rêverie toujours, vers un changement de ce que nous pouvons bien appeler "la patrie poétique". Ainsi tel jour, ou à telle heure, le mot "parage", parent poétique de "bocage", nous rappelle notre devoir intérieur, notre obligation d'âme dans la même communion irréversible, irréfutable, qui nous rend indispensables malmenés hypocrite-ment par des esprits agressifs.

Des mots au pouvoir d'émotion discrète

De la méditation des mots à jamais réunis, apparentés dans le rêve libérateur, dans la vision réelle ou imaginaire des campagnes, les ressemblances des sonorités nous remémorent par leurs pouvoir d'émotion discrète notre devoir constant de témoins du Sacré. Une tendance nostalgique émane des orchestrations, parfois fortuites, du langage ; une musique intérieure nous parle, naïve et craintive à la fois, pour nous redire le propos du disciple : « *Est-ce en ces temps-ci, Seigneur, que vous rétablirez la royauté en Israël ?* » Cet Israël, notre commune et éternelle patrie, nous en traçons le paysage à l'image de nos campagnes natales. Dans les hasards musicaux de nos mots et de nos phrases, des suffixes étonnants et des désinences, il y a une singulière et une impalpable présence qui chante et nous inspire tout à la fois. J'ai connu des amateurs de poésie légendaire qui se plaisaient à imaginer une vieille attentive et fidèle diseuse d'oraisons, et qui l'appelaient « *Prieuse du Moulin* ». Le langage a des itinéraires, des devoirs, des suggestions au charme inexplicable : pourquoi pour moi ce sentiment repaît-il avec le nom d'un pays jadis entrevu en ma province natale, Fontaine Française ? □

Jean-Baptiste Morvan



Les films de juillet

❑ **La Vie sauvage des animaux domestiques** - La ferme en folie ! Dans la Bresse jurassienne, des animaux domestiques - chiens, chats, coqs, vaches, cochons, oies, jars, chevaux, dindons, pintades, canards... - mènent une vie bien réglée et rangée, jusqu'au jour où le fermier, victime d'un malaise, les laisse seuls jusqu'à son rétablissement. Livrés à eux-mêmes ils vont mettre un sacré boxon et retourner à la « *vie sauvage* », comme ces autres animaux - renard, sangliers, marcassins, chouette, hérisson, campagnols, fouine et autres bestioles - que l'absence de l'homme attire dans les parages... Il aura fallu douze semaines de tournage, 193 heures de rushes, huit mois de montage, 250 animaux sur le plateau et un budget de 4 millions

d'euros à **Dominique Garing** pour réaliser ce documentaire animalier pas comme les autres. Un travail de titan pour un merveilleux spectacle familial, agrémenté d'un commentaire humoristique dit par **André Dussolier**. *Sortie le 14 juillet*.

❑ **City of Life and Death** - Chine, ma douleur ! Chine, 1937. Aux portes de Nankin, capitale du pays, l'armée impériale japonaise lance l'offensive. L'armée chinoise est en déroute. Les soldats nippons entrent dans la ville quasi "fantôme" avec ordre de ne pas faire de prisonniers. Les hommes sont exécutés, battus. Les femmes de tous âges, violées. Le "massacre de Nankin" est en marche... Le réalisateur chinois **Lu Chuan** signe ici un film de guerre historique magnifiquement mis en scène. Un film dur tourné dans un beau noir et blanc et sans acteur connu. Et c'est là que le bât blesse : pas de couleur, aucune *superstar*, pas

d'esbroufe, un sujet qui ne "parle" pas à tout le monde. Ce grand film risque d'aller au... massacre. *Sortie le 21 juillet*.

❑ **Vic, le Viking** - Panique dans le village de Flake : le pirate Sven le Terrible, **Günther Kaufmann**, et ses hommes ont kidnappé tous les enfants. Leur but : trouver celui ou celle qui, parmi eux, parviendra à souffler dans une trompe magique qui révélera un trésor. Seul Vic, **Jonas Hämmerle**, un gringalet (au physique d'un Macauley Culkin dans *Maman j'ai raté l'avion*) qui en a sous le casque, fils d'Halvar, **Waldemar Kobus**, chef du village, leur a échappé. Embarqué à bord du drakkar avec son père et un équipage de "fiers" vikings, il se lance aux trousses des voleurs d'enfants, qui vont voir de quel bois il se chauffe... À l'origine, des romans (du Suédois Runer Jonsson) et des bandes dessinées, puis un feuilleton diffusé sur la radio ouest-allemande.

Le succès étant au rendez-vous, suivit une série animée de 78 épisodes, diffusée pour la première fois en France en 1979. Le réalisateur allemand **Michael Bully Herbig** signe cette adaptation cinématographique fantaisiste et fantastique qui ne manque pas de moyens. Une grande aventure, pour moins de dix ans, qu'on pourrait comparer à celle de nos célèbres Gaulois qui résistent encore et toujours à l'envahisseur. *Sortie le 21 juillet*.

❑ **Parmi les autres sorties** : *Toy Story 3* (3D), de Lee Unkirch, dans lequel nos amis les jouets se retrouvent abandonnés dans une crèche (sortie le 14 juillet) ; *Twilight, chapitre 3 : hésitation*, de David Slade, où les aventures "romantico-vampiresques et loup-garesques" pour gamines de douze ans se poursuivent mollement (sortie le 7 juillet).

Alain Waelkens

ROMANS POLICIERS

Union européenne du crime

Si l'été, les longues heures de voyage vous incitent aux lectures faciles, le roman policier a tous les avantages : même celui d'être aujourd'hui plus profond que nombre d'ouvrages encensés des critiques. Et d'offrir, à travers quelques nouveaux auteurs, un tour d'Europe des mœurs très révélateur.

Madrid, printemps 1878 : pendant sa nuit de nocces, Aurora Aranda tente d'égorger son mari. Ce pourrait être une tentative désespérée pour se débarrasser d'un homme que son père l'a forcée à épouser si la jeune femme n'était la troisième à se glisser dans cette même chambre un couteau à la main. Faut-il, comme le prétend la rumeur, admettre que la demeure où venait d'emménager le couple est maudite depuis qu'elle fût, cinquante ans plus tôt, le théâtre d'un drame conjugal et qu'obsédées par le fantôme de la meurtrière primitive, toutes les propriétaires de la maison sont condamnées à répéter son geste ?

Un inspecteur tiraillé

Victor Ros, le plus jeune inspecteur de la police espagnole, s'estimait trop cartésien pour croire à ces choses-là, mais il faut admettre que la villa dégage une impression sinistre. À moins que les sentiments contrariés de Victor pour Clara, la sœur d'Aurora, ne perturbent l'implacable intelligence déductive dont il aime se vanter. Et puis, il y a cet assassin qui, depuis des mois, sème la terreur parmi les prostituées de la capitale sans que personne s'en soucie. Excepté Ros, confronté à un dilemme : résoudre le mystère de la maison Aranda, succès qui lui ouvrirait les portes d'un univers aristocratique aux antipodes des bas-fonds madrilènes où il a grandi, et lui permettrait peut-être de conquérir l'inaccessible Clara ; ou rester fidèle à ses convictions, à son milieu, et mettre hors d'état de nuire un tueur en série.

Bien entendu, Ros, petit cousin des héros de Poe et de Conan Doyle, démêlera les deux énigmes et épousera Clara. C'est donc marié et père de famille qu'il apparaît dans *L'Affaire de la Veuve noire*, surnom donné par la presse à la ravissante marquise de La Entrada, tendron de vingt ans unie à un septuagénaire opportunément décédé. La culpabilité de Doña Lucia, accusée d'avoir empoisonné son vieux mari afin de fuir avec son amant, un débauché



ruiné par ailleurs soupçonné d'avoir assassiné cinq hauts dignitaires de la Rose Croix, ne fait de doute pour personne, surtout pas pour Victor qui l'a traquée sans pitié. Au grand dam de Clara dont Lucia est la meilleure amie.

Pastiche à dévorer

Jerónimo Tristante signe deux premiers romans remarquables : intrigues serrées, excellente connaissance de l'époque qui permet de pasticher sans sombrer dans le ridicule les auteurs populaires de la fin du XIX^e siècle, ambiance presque macabre s'allient afin de donner des livres qui se dévorent. Cependant les idées, les combats de l'inspecteur Ros en faveur d'un monde « plus éclairé », la condamnation de l'Espagne catholique et « réactionnaire », les attaques contre l'Église sont autant de façons à peine détournées d'exprimer les opinions de Tristante dans les dé-

bats de société qui agitent aujourd'hui son pays. Des opinions de gauche, cela va de soi. Elles sont universitaire, magistrature, avocate, créatrice de jeux vidéo, professeur, mère au foyer ; célibataires, mal mariées, divorcées, elles frôlent la quarantaine en proie à de sourdes angoisses et n'ont aucune envie de se retrouver. Pourtant, lorsque Piera a suggéré de se réunir à la villa Camerelle où, vingt ans plus tôt, elles ont follement fêté leur baccalauréat, elles ont dit oui. En sachant au plus profond de leur être que c'était une mauvaise, une très mauvaise idée. D'autant qu'elles ont accepté de venir sans téléphone, sans voiture, et d'être, trois jours, entièrement coupées du monde. Or, la villa Camerelle, même devenue hôtel de luxe, n'est pas une maison ordinaire. Voilà cinq siècles, la veille des nocces, une jeune fille et ses demoiselles d'honneur y ont été massacrées. Depuis, on dit que

le Mal est tapi dans les souterrains de la demeure, des souterrains où il est si facile de disparaître... Au fait, pourquoi Piera n'est-elle pas au rendez-vous ? Et celles qui, une à une, s'éclipsent de leur chambre, sont-elles vraiment rentrées chez elles ?

Sommets d'angoisse

Avec *Huis clos en Toscane*, traduction passe-partout d'un titre plus éloquent, *Solo tra ragazze*, « Rien qu'entre filles », Diana Lama rappelle que le polar italien, le *giallo*, peut se hisser à des sommets d'angoisse tétanisants auxquels aucun Anglo-Saxon n'atteindra jamais. Il suffit pour s'en convaincre de relire *Dix petits Nègres* d'Agatha Christie, schéma sur lequel la *dottorressa* Lama a volontairement calqué son roman. Le lecteur affolé errera longtemps dans les caves sanglantes de la villa Camerelle. Sans certitude d'en émerger jamais

tout à fait. Peut-être, et ce serait une erreur, en oubliera-t-il l'effarante galerie de la haute bourgeoisie napolitaine peinte ici, avec ses mensonges, ses faux-semblants, son fric, son snobisme, sa férocité voilée d'hypocrite bienveillante, son politiquement correct affecté, ses mœurs libérées qui n'ont fait le bonheur d'aucune de ces femmes et causeront leur perte. La morale est sauve, ou presque.

Une métaphore de l'univers carcéral

Jack Calvert a été chassé de la police de Belfast pour avoir descendu un trafiquant de drogue ; sans remords. Heureusement, Jack est aussi un artiste peintre de grand talent. Du moins il l'était jusqu'à cet accident de voiture un soir qu'il avait trop bu, qui a coûté la vie à sa femme. Depuis, Jack boit pour tout oublier, même Adrian, son fils de quinze ans inconsolable de la mort de sa mère. Adrian, qui cherche dans les bois un répit à son chagrin. Des bois où, un soir d'hiver, en secourant un corbeau blessé, il tombe sur ce qui ressemble à un os d'enfant. Adrian n'en parle pas à son père. Malheureusement.

Sam Millar a passé vingt ans dans les prisons britanniques, un endroit où, vers 1980, il ne faisait pas bon être irlandais, catholique, militant de l'IRA provisoire. Millar était les trois. Il n'est pas sorti indemne de l'expérience, mais elle a fait de lui un grand écrivain, noir comme les nuits d'hiver en Ulster. *Poussière tu seras*, qui peut s'interpréter comme une métaphore de l'univers carcéral, s'inspire librement de faits divers sordides qui ont scandalisé le Royaume-Uni ces dernières années, des histoires d'orphelinats sortis d'un cauchemar de Dickens où des enfants furent, des années durant, avec la complicité de certains et dans l'indifférence générale, livrés à des sadiques pédophiles. Jusqu'à ce que mort s'ensuive parfois. Quant à ceux qui ont survécu, Millar dit explicitement ce que la bonne société anglaise puritaine a fait d'eux. C'est effrayable, superbe, et bouleversant. ■

Anne Bernet

✓ Jerónimo Tristante : *Le Mystère de la maison Aranda* ; Phébus, 365 p., 22 €. *L'Affaire de la Veuve noire* ; Phébus, 285 p., 21 €. ✓ Diana Lama : *Huis clos en Toscane* ; La Table Ronde, 266 p., 19 €. ✓ Sam Millar : *Poussière tu seras* ; Fayard, 300 p., 19 €.

Lus aussi

□ Bruxelles, ministère de l'Intérieur : le seul en Europe à posséder un organisme de prévention du crime spécialisé dans le recensement des meurtres et assassinats littéraires. Ils sont trois, deux hommes, une femme, qui lisent tous les romans policiers. À la longue, ils sont devenus, fatalement, des experts. Et quand l'idée leur vient de commettre le crime parfait, avec une victime parfaite, et un

coupable parfait, cela ne peut être qu'imparable. Sur cette idée de départ loufoque, Baronian offre un court roman grinçant, décalé, assez jubilatoire.

□ Alors qu'il ne se passait jamais rien de grave dans la paisible petite ville de Kingmarksham, deux rapt se sont produits à quelques mois d'intervalle. Une adolescente d'abord, puis, en cette mi-octobre glorieuse et ensoleillée, un petit garçon. Le commissaire Wexford sait bien que des victimes si dissemblables indi-

quent la présence de deux criminels ; démonstration, détestable, que bien des choses sont en train de changer en Angleterre en ces années soixante-dix. Paru en 1971, ce roman de Ruth Rendell est révélateur d'une époque, d'une ambiance, d'une atmosphère. L'irruption de la révolution des mœurs au cœur de la province anglaise revêt ici plus d'importance que l'intrigue policière, dépourvue d'une perversité, d'un sadisme aujourd'hui inévitables, mais d'une grande humanité. Avec quarante ans de recul, l'on

reste étonné de la vitesse à laquelle ce nouveau paradigme révolutionnaire est venu supplanter un mode de vie qui paraissait éternel. Le constat est extrapolable à toute la société occidentale ; nous en supportons chaque jour les conséquences.

✓ Jean-Baptiste Baronian : *Le Bureau des Risques et Périls* ; Fallois-L'âge d'homme, 136 pages, 16 euros. ✓ Ruth Rendell : *Le Petit Été de la Saint-Luc* ; Le Masque, 250 pages, 6 euros.

❑ POUVOIR

Un éloge de la fuite

À la soif de pouvoir s'opposent d'exceptionnelles abdications volontaires. Rencontre avec des personnages torturés, compliqués, complexes, lassés de commander, fatigués de la grandeur, indignés par la violence...



Nous connaissons tous ces tableaux de l'âge baroque qu'on appelle des vanités. Ils rappellent le caractère éphémère de toute chose par la présence d'une bougie partiellement consumée, d'un sablier ou d'un crâne. Et, en effet, inexorablement, le temps passe. Cela appelle humilité et modestie.

Contemplation lucide

Marie-Madeleine devant un crâne, c'est comme Charles-Quint devant sa collection de montres et d'horloges au monastère de Yuste en Estrémadure, c'est la contemplation lucide du temps qui passe, qui abolit la beauté comme la toute puissance sur les hommes. « *Et dire qu'il va falloir quitter tout cela* », ne pouvait s'empêcher de constater avec regret Ma-

zarin agonisant. « *Tout cela* » c'était sa collection d'œuvres d'art entreposée à Vincennes et où il se faisait transporter ; c'était aussi l'art de se mouvoir en politique, d'échafauder des combinaisons multiples, c'était le goût de la conversation, des beaux esprits. Bien plus séduisant qu'une simple fortune, tout un art d'agréments la vie par les frissons, les émotions, les triomphes qui la rendent à certains sympathique, du moins supportable. Une dimension où entre une part de plaisir et qu'on ne se résigne pas à quitter. Cas le plus fréquent. Jacques Le Brun a pourtant décidé dans *Le Pouvoir d'abdiquer* de réfléchir sur ceux qui sont parvenus, au fait de la puissance, sans y être poussés par la rue, à quitter d'eux-mêmes tous les honneurs. Ces abdications volontaires

sont tout de même exceptionnelles et correspondent le plus souvent à un désir de fuite ou de rejet du monde, *fuga mundi* ou *contempti mundi*. Ils décidèrent donc de finir en simples particuliers.

L'empereur Dioclétien

Sous l'Antiquité, on relève le cas de l'empereur Dioclétien, et à l'époque moderne celui de Charles Quint, de Jacques II d'Angleterre ou encore de Philippe V d'Espagne dont le désir d'abdication fut contrarié par la nécessité de la politique. Plus près de nous il y a De Gaulle qui renonça au pouvoir sans y être contraint en 1946 et en 1969. Alors que sous nos yeux se multiplient exclusivement des histoires d'ambitieux, impatients de tout

pouvoir, d'hommes politiques incapables de quitter la scène, s'accrochant jusqu'au bout à ce qui semble leur donner l'ultime souffle de vie - pensons à Mitterrand et à tous ces grands malades qui nous ont gouvernés - voici un livre qui nous éclairera sur les motifs du refus d'empire.

Refuser l'Empire devient un acte de foi

« *Plus puissant et mieux établi que jamais, il se réduisit lui-même à la vie privée* », affirmait Bossuet évoquant Sylla. Le dépouillement volontaire du pouvoir devient un modèle chrétien, un *exemplum*. L'historiographie de la démission de Dioclétien le montre abondamment, perçue tour à tour comme une abdication stoïcienne et un châtement divin. Le caractère impensable de l'abdication, la dimension dramatique voire scandaleuse du procédé est détournée au profit de la morale. L'Église met en avant dès le Haut Moyen Âge le goût de l'action vaincu par le désir de la contemplation. Refuser l'Empire devient un acte de foi, le plus beau qui soit fait affirmera Corneille dans *Cinna*, évoquant devant Auguste : « *Votre gloire redouble à mépriser l'Empire / Et vous serez fameux dans la Postérité / Moins pour l'avoir conquis que pour l'avoir quitté.* » En lisant Jacques Le Brun, vous vous passionnerez pour ces personnages torturés, compliqués, complexes, lassés de commander, fatigués de la grandeur, indignés par la violence. Comme Charles Quint qui, à Bruxelles en 1556, finit par lâcher la seule vérité qui compte : gouverner la moitié de l'Europe avec tous ces peuples si divergents relève de la surhumanité. Il n'en a pas les forces. La lassitude l'a gagné et il préfère se retirer plutôt que de poursuivre cette mission ingrate et stérile. « *De supporter le monde tel un nouvel Atlas, le grand Charles était désormais fatigué.* » ■

Marc Savina

3 Jacques Le Brun : *Le Pouvoir d'abdiquer* ; éditions Gallimard, 276 pages, 21,50 euros.

Amour, Ordre et Progrès...

Entre le meilleur et le pire du « *stupide XIX^e siècle* », les éditions du Sandre ont republié des ouvrages de vulgarisation d'Auguste Comte, maître positiviste dont Maurras a su utiliser les "parties saines". L'*Appel aux conservateurs*, qui s'adresse d'abord aux classes privilégiées soutenant le régime césarien de Napoléon III, annonce la politique qui sera suivie, un demi-siècle plus tard, par l'AF. L'essai malheureux d'une action positiviste mondiale pourrait laisser penser que celle-ci fut puérile. Antiparlementarisme, autoritarisme, transmission du capital matériel et moral sont pourtant les seuls fondements d'une politique réellement conservatrice qui peut durablement dépasser oppositions "rétrogrades" et révolutionnaires. L'œuvre de Comte vaut toujours, à notre sens, indépendamment de son systématisme outrancier, par la réaffirmation des droits de l'intelligence ; son effort de reconstruction des institutions humaines indispensables à la vie intérieure mérite d'être saluée comme une victoire contre-révolutionnaire. On retrouvera aussi le tableau des dix-sept intendances, une des premières esquisses de décentralisation, et les incontournables : calendrier positiviste, véritable panthéon humaniste mais non laïciste, et tableau des dix-huit fonctions du cerveau humain. Un compagnon de choix de l'aspirant-bachelier en philosophie et du maurrassien. ❑

Jacques Aubain-Blanc.

✓ Auguste Comte : *Appel aux conservateurs* ; éditions du Sandre (57, rue du Dr Blanche Paris 16e), 290 p. 29 euros.

Coûteaux tacle Debray

Tout en lui ouvrant volontiers ses colonnes, *L'Action Française 2000* a souvent polémique avec Paul-Marie Coûteaux, fervent admirateur du général De Gaulle. La "libre critique" de son dernier ouvrage relancera-t-elle le débat ?

Préfaçant leur réédition, Régis Debray a jugé que les discours de guerre du général De Gaulle - et particulièrement l'appel du 18 juin - n'étaient pas « *de ceux qui ont fait l'histoire de ce siècle* ». Grâce à leur auteur, tout au plus « *l'affaire France* » se serait-elle « *bien terminée* » : « *Sortir un jour ou l'autre de l'histoire est un sort banal* », conclut Debray. « *En sortir par le haut n'était pas donné à tout le monde. Alléluia.* »

C'est un véritable blasphème aux yeux de Paul-Marie-Coûteaux. « *Vous déraillez* », lance-t-il à celui qui fut son « *modèle* ». « *La France reste l'une des cinq ou six premières puissances du monde* », rétorque-t-il dans un opuscule publié à son intention. Le chantre du souverainisme y propose une interprétation spirituelle de l'appel du 18 juin, esquissant la thèse qu'il développera dans son prochain ouvrage. « *La réalité du jour, en juin 40, c'est le désastre, nul n'en disconvient* », reconnaît-il. S'inspirant très librement de Platon, il n'en affirme pas moins que la « *vérité* » était tout autre, élaborant une dialectique au service de l'espérance. Avouons-le, notre esprit quelque peu "terre à terre" s'y montre réfractaire. Notre réaction a-t-elle été conditionnée par notre formation à l'école d'AF ? Selon Paul-Marie Coûteaux, en tout cas, son maître « *ne vit dans les beaux discours de Londres qu'un déluge de romantisme juvénile...* » Loin d'être unanimement rejeté dans nos

rangs, le principe gaullien selon lequel « *l'intendance suivra* » participe lui aussi, selon nous, du déni de réalité. Gardons-nous d'y voir un écho au "Politique d'abord" de Maurras, pour qui « *la route doit être prise avant que d'arriver à son point terminus ; la flèche et l'arc seront saisis avant de toucher la cible ; le moyen d'action précédera le centre de destination* ». C'est à peu près l'inverse que proclame l'autre Charles. « *La France peut toujours redevenir ce qu'elle fut souvent* », poursuit Paul-Marie Coûteaux, à savoir « *le caillou glissé dans la chaussure des mastodontes* ». Comme en 2003, où Paris se distingua à la tribune des Nations Unies, exaspérant son allié américain sans parvenir - ni même chercher ? - à infléchir sa volonté d'envahir l'Irak. Comme en 2005, où le rejet du traité établissant une constitution pour l'Europe ouvrit la voie à l'adoption du traité de Lisbonne qui en reprenait la plupart des dispositions. Autant de "non" censés prouver

« *que l'histoire continue* » ! Des "non" sans conséquence, dont seuls les amateurs d'esbroufe devraient apprécier la valeur. La « *grandeur* » louée par les gaullistes se réduit somme toute à quelques appareils de *puissance* - notion à laquelle Paul-Marie Coûteaux semble d'ailleurs préférer celle de *souveraineté*, en dépit de son caractère essentiellement juridique et formel. Il ne craint pas d'inscrire son combat contre l'Union européenne dans la continuité de la Résistance. Une posture de tartuffe ? Celle d'un croisé, émancipé des rigueurs matérielles ! « *Dans la fameuse formule "Toute ma vie je me suis fait une certaine idée de la France", le mot essentiel est idée ; elle surplombe toute l'épopée.* » À ce petit jeu-là en effet, tout n'est qu'affaire de foi. ❑

Grégoire Dubost

✓ Paul-Marie Coûteaux : *De Gaulle, espérer contre tout - Lettre ouverte à Régis Debray* ; Xenia, 19 juin 2010, 93 pages, 10 euros.

CMRDS 2010

L'université d'été d'AF

Inscrivez-vous dès maintenant au Camp Maxime Real del Sarte, l'université d'été d'Action française, qui se déroulera du lundi 23 au dimanche 29 août à La Faurie, dans les Hautes-Alpes, entre Grenoble et Sisteron.



Comme l'écrivait le marquis de Roux, les militants de l'Action française se sont donné pour mission de « *défendre de tout leur pouvoir l'héritage en l'absence de l'héritier* ». Cette célèbre formule résume tout notre engagement : d'une part, servir le pays dans les circonstances présentes, être de tous les combats d'aujourd'hui, et, d'autre part, créer les conditions d'une

restauration de la monarchie pour que revive l'aventure capétienne. Mais quand l'héritier prend lui-même la tête de l'œuvre de défense de l'héritage, nous ne boudons pas notre plaisir et nous nous rangeons résolument derrière lui. C'est le sens du programme de formation que nous vous proposons cette année. Chaque conférencier prendra appui sur l'un des douze chapitres d'*Un prince fran-*

çais, le livre que le prince Jean de France a fait paraître en octobre dernier. A la lumière de la doctrine maurrassienne, nous analyserons et nous approfondirons les voies ouvertes par le Dauphin de France. Ne manquez pas cette occasion de vous former mais aussi de servir. ■

Stéphane Blanchonnet,
directeur des études du CMRDS 2010

✓ Le camp se déroule à La Faurie (05140, entre Grenoble et Sisteron, près du col de la Croix-Haute), du lundi 23 août (matin) au dimanche 29 août (soir) ; arrivées à partir du 22 août. Participation aux frais : 140 euros par campeur jusqu'au 30 juin, 160 euros après

(des prix peuvent être adaptés pour les fratries). Merci de libeller votre chèque à l'ordre du CRAF et de l'envoyer à cette adresse : CRAF-CRMDS, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 PARIS. Pour plus d'informations : 06 88 97 00 40 ; cmrds@actionfrancaise.net

Centre royaliste d'Action française

10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS
communication@actionfrancaise.net

Président	Responsable opérationnel	Coordination provinces
Olivier Perceval	François Bel-Ker	Philippe Castelluccio
Secrétaire général	Communication	Militantisme
Romain Hellouin	externe	Jean-Baptiste de l'Aviath
Trésorier	Jean de Chenon	Formation
Giovanni Castelluccio	Communication interne	Olivier Perceval,
Secrétaire administratif	Philippe Castelluccio	Erwan Bloüet
Marie-Suzanne de Benque d'Agut	François Lamy	Marc Savina

Rendez-vous

à Lyon

Conclusion festive de l'année militante - Les royalistes lyonnais sont invités à venir conclure une année militante couronnée de succès autour d'un barbecue convivial, en plein air, dans le jardin de notre ami Roméo, le jeudi 1^{er} juillet, à partir de 19h30 (participation aux frais : 8 euros). Plus de renseignements par téléphone au 06 82 83 92 00.



Adhésions

au mouvement

Qui n'a pas encore pensé à son adhésion ? La cotisation est de 32 euros pour un an (demi-tarif pour les étudiants et chômeurs), la moitié étant reversée à la section locale de votre choix. C'est cette ressource indispensable qui nous permet de monter nos projets... ■

Adhésion à retourner au CRAF, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.



Autocollants

Le matériel militant vous attend. Pensez à vous charger de munitions avant de partir en vacances. Autocollants et affiches vont fleurir le long des plages !



INSCRIPTION AU CMRDS 2010

L'université d'été d'Action française

☐ Mme ☐ Mlle ☐ M.
Adresse :
.....
Code postal :
Ville :
Téléphone :
Courriel :
Date de naissance :

Souhaite s'inscrire au Camp Maxime Real del Sarte du 17 au 26 août 2010.

- ☐ Pour la totalité du camp, le règlement est de 160 euros.
☐ Pour les "intermittents" du camp, le prix est fixé à 20 euros par jour.

Bulletin à retourner accompagné de votre règlement à l'ordre du CRAF, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.
Les mineurs doivent impérativement se munir d'une autorisation parentale datée et signée.

» MARIAGE

Nous apprenons avec plaisir, de la part de nos amis militants et dévoués M. et M^{me} Jacques Da-libert, le mariage de leur petit-fils, M. Philippe Siret, fils de M. et M^{me} Jean-Louis Siret, avec M^{lle} Marie-Astrid Larcher. La cérémonie de mariage sera célébrée au cours de la messe, le samedi 10 juillet 2010 à 15 heures, en l'église Saint-Pierre d'Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne). Nos présentons toutes nos félicitations aux heureux parents et grands-parents avec tous nos meilleurs vœux de bonheur aux futurs époux.

» DÉCÈS

Nous avons appris avec peine le décès le 5 janvier 2010 de notre fidèle abonné, pendant plus de cinquante ans, M. Guy Lepage, à 87 ans, muni des sacrements de l'Église. Ses obsèques ont eu lieu le 8 janvier en l'église Saint-Paul à Nice, et l'inhumation au cimetière de Berre-des-Alpes (06390). Nous présentons nos sentiments de vive sympathie à M^{me} Denise Lepage, son épouse, et à ses enfants, M. et M^{me} Michel Bottin, M. et M^{me} Jean-Claude Larousse, M. et Mme Yves Chavent, M. et M^{me} Henri-Philippe Lepage, leurs enfants et petits-enfants.

■ VILLEPIN

Fracture sociale et République solidaire

Venant de lancer son parti, Dominique de Villepin va devoir conjurer la double alliance de l'hostilité et de l'indifférence. Sans électeur, sans ami, sans parrain, c'est à une véritable traversée du désert qu'il doit se préparer...

Des mots. Encore des mots. Mais surtout du vent, du flan, du bleuf, une arnaque par le langage. Dominique de Villepin est coutumier du fait ; souvenez-vous de son invitation à « *manger des pommes* », de sa dénonciation de la « *fracture sociale* ». C'était en 1995. Il fut de ceux qui suggérèrent ces slogans à Jacques Chirac. Le voici qui récidive avec "République solidaire" Parti ? Mouvement ? Lancement de campagne présidentielle ? Qui sait ? Qu'y a-t-il de profond, de solide, de sûr chez Villepin, véritable publicité pour le dentifrice ?

Les électeurs sont introuvables

C'est qu'on en a connu, nous, Français, depuis quelques décennies, des candidats du bon sens, des candidats de la rupture, dénonçant les vieilles traditions de papa et les régimes sclérosés. De Lecanuet à Bayrou, combien ne se sont pas présentés comme des hommes neufs, des pucelles effarouchées, de grands bols d'air pur qui allaient secouer la République ? Mais tous, purs produits des systèmes qu'ils dénonçaient, tous ont échoué. Un temps fiction camouflée, ils sont redevenus fiction.

On nous a joué le 19 juin 2010 le coup du sublime, de la belle envolée lyrique, de la communion irrationnelle dans « *l'amour de la France* ». Il fallait au moins cela comme principe de fondation. C'était à la halle Freycinet dans le 13^e arrondissement de Paris, où trois mille Français ne demandaient encore qu'à être trompés. Aux cris de « *Villepin président* », ils ont acclamé leur nouvel espoir et le baptême laïc de son parti, République solidaire.

Tous étaient dans l'illusion collective, dans l'envie de croire au culte qu'on leur présentait. N'ont-ils pas été lassés par le CDS, le PR, l'UDF, le MODEM, le Nouveau Centre, le RPF, les Madelin, les Boutin, petites étoiles éphémères ? À l'image de cet Alain Kerhervé qui n'en finit pas de faire allégeance à des messies successifs. Élu local, adjoint au maire de Quimperlén en Finistère, patriote sincère, n'en doutez pas, il était là le 19 juin pour acclamer sa nouvelle idole, qui est seule capable de redresser la France.

Mais il tenait à peu près le même discours en novembre 2008, dans la petite salle de la Mutualité où, avec plus de confidentialité, Nicolas Dupont-Aignan avait lancé Debout la République. Il y croyait, Kerhervé. Mais Dupont-Aignan l'a déçu et, à présent, il souhaite une fusion de DLR avec la République solidaire. Et si on remonte plus loin, Alain Kerhervé pleurerait sans doute de joie en 1993 à Vil-



lepin, lorsque Philippe de Villiers lançait sa campagne électorale... Jamais lassé, ce militant est exemplaire.

République solidaire est donc un parti de plus, à l'heure où l'électeur est introuvable, où l'abstention continue sa longue et sûre progression, à l'heure où les plus tenaces républicains sentent qu'il y a quelque chose de pourri, du moins qui ne tourne pas rond, dans la France de Marianne. Témoins, Jean-luc Apatie sur *Canal Plus* qui a abandonné l'autre jour quelques secondes la simple analyse politique pour évoquer, tout à la fois dans une colère sèche et un grand désarroi, son indignation devant les cas Boutin, Amara, Estrosi, Woerth, Blanc, Joyandet, sans laisser à la gauche, tout aussi compromise, le soin d'accabler ses soi-disant adversaires.

Seul comme l'homme du 18 Juin

« *On boit ensemble, on est saoul tout seul* » affirmait Antoine Blondin. Qui donc ira coller les affiches de Dominique de Villepin ? L'ancien Premier ministre revendique 15 000 adhérents pour le Club Villepin et plus de 8 000 inscrits sur villepin.com, son site de discussion. On sait le crédit qu'il faut porter à ces chiffres : lorsque Dupont-Aignan annonçait 10 000 membres pour DLR, il fallait, pour être dans le vrai, presque diviser par dix. Avec sans doute un peu plus de 2 000 adhérents, Villepin va devoir mobiliser toutes les énergies, à commencer par celles de sa propre famille, comme son fils Arthur, vingt et un ans, ré-

quisitionné pour la sono de la halle Freycinet... Quant au financement de son parti, c'est la première bataille que va devoir mener Dominique de Villepin.

C'est qu'il va falloir du courage, une santé de fer et un moral d'acier pour conjurer la double alliance de l'hostilité et de l'indifférence. Les membres de l'UMP ont ordre de ne pas en parler. On doit minimiser le phénomène Villepin. « *Parler de lui, c'est faire sa publicité* » dit un responsable ; le conseiller de l'Élysée Henri Guaino est allé jusqu'à railler Villepin qui « *veut aller à la rencontre des Français, qu'il y aille, nous verrons bien ce que feront ses amis* ». Les amis ? Le compte est vite fait. Il y avait Georges Tron et il y avait Hervé Mariton. Deux députés. Le second se fait très discret, on ne rompt pas facilement avec l'UMP, dont le soutien officiel et l'argent pèsent lourd dans la balance.

Quant à Georges Tron, c'est pire, c'est Judas. Le député-maire de Draveil en Essonne est allé jusqu'à dire sur *France 2*, le 21 juin, en réaction au lancement de République solidaire : « *Si [Dominique] franchit la ligne qui consiste à ne plus être dans la majorité, je pense qu'il perdra une grande partie de ses amis* ». Ce qui est déjà fait pour Tron puisqu'il a accepté de Nicolas Sarkozy, l'ennemi intime de Villepin, un poste de secrétaire d'Etat à la Fonction publique en mars dernier.

Reste Jacques Chirac, exclusivement comparable à Johnny Hallyday, tant ces deux-là ont, sans état d'âme, épousé depuis plus de quarante ans toutes les modes,

tous les styles, véritables couleuvres qui passent leur vie à glisser entre deux cailloux, incroyables parce que n'ayant jamais eu le moindre parti pris. Chirac, jamais plus populaire que quand il ne fait rien - grand avantage de ne rien faire mais dont il ne faut pas abuser, disait Rivarol - ne va sans doute pas se compromettre beaucoup avec Villepin, position de vieux sage oblige. Du reste, pour Villepin, Chirac n'est pas non plus une bonne affaire. C'est contre-productif, ça ramène au passé et lui se veut dans la rupture.

Idéologie, année zéro

Sans électeur, sans ami, sans parrain, c'est à une véritable traversée du désert que doit se préparer Villepin. Muni d'une conscience d'anachorète et d'un goût pour la Thébaïde, ce genre d'aventure politique qu'il a choisi de vivre est ponctuée par les bonnes volontés de l'amateurisme, les petites mains de l'ombre. De parfaits inconnus vont se presser autour de lui, "toucher" ce qui n'est plus qu'un homme seul. Inévitables seront les gaffes, les bêtises, les maladroites. Dupont-Aignan pourrait lui en parler : le 9 novembre, où pour l'anniversaire de la mort de De Gaulle, il était venu à Colombey avec une délégation DLR, personne n'avait pensé à une gerbe de fleurs pourtant attendue en ce genre d'occasion.

C'est un parfait inconnu, Philippe Daubresse, chef de file, excusez du peu, des ex-UDF de l'UMP, qui a résumé la situation : « *Personne ne s'y trompe : ce nouveau parti*

n'a qu'un objectif, servir l'ambition et les rancœurs d'un homme qui revendique tous azimuts l'héritage gaulliste et centriste. » Personne en effet n'ignore la haine de Villepin portée à Sarkozy, et chacun pense encore que la référence au gaullisme agit comme un clignotant magique, un signal de ralliement. Mais pour casser son image de grand notable tout en présentant une alternative à la politique libérale du gouvernement, il ne peut qu'orienter son programme vers la gauche d'où ce « *gaulliste et républicain* » qu'il assène invariablement. Comme si le premier terme n'impliquait pas le second. Façon de promettre la grandeur et l'indépendance mais sans amoindrissement de la démocratie. Tout le monde est content. "République" atténue "Gaullisme" comme "Solidaire" conforte "République." Villepin veut nous dire qu'il n'est pas l'homme de droite que l'on imagine, qu'il sait entendre la France d'en-bas. Voilà pourquoi il n'a pas cessé de visiter les banlieues ces derniers mois, fêtant son 56^e anniversaire dans la cité des Bergeries à Draveil, chez son ex-ami Georges Tron, portant le 1^{er} juin 2010 à Mantes-La-Jolie le maillot bleu d'Anelka et de Ribéry, invitant la "France de la diversité" à la halle Freycinet pour acclamer son discours-programme.

À grand renfort de références historiques

Il martèle : « *le karcher ne tient pas lieu de politique* », « *quand la France divise, ce n'est pas la France* ». À grand renfort de références historiques, il sait instaurer le doute sur son milieu politique d'origine, ne cite que 1789, 1830, Ferry, Zola, Jaurès, Clemenceau sans complexe, mais Sarkozy et Dupont-Aignan l'ont fait avant lui. Sans jamais citer le président de la République, Villepin crie son rejet des « *élucubrations sur l'homme africain qui ne serait pas rentré dans l'histoire* ». C'est bon. Ça marche. Il est de gauche autant qu'il est de droite. Il est différent ! L'homme qui a été deux ans Premier ministre de Chirac, l'inspirateur de la dissolution de 1997, ose achever son discours par un volontaire : « *Ne soyez pas gagner par le fatalisme !* »

Villepin et avec lui Dupont-Aignan, en leur accordant le bénéfice du doute quant à leur sincère désir de défendre notre pays, ne veulent pas croire ou admettre l'échec de la République, la fin programmée de ce régime, l'impasse qu'il représente pour la France. Ils se refusent à pousser le raisonnement jusqu'au bout de sa simple logique qui est maurrassienne et qui, si l'on veut sauver la France, invite à travailler au retour du Roi. En attendant, après « *mangez des pommes* », « *fracture sociale* » et « *république solidaire* », je propose donc à Dominique de Villepin, pour les enjeux de demain, « *la Bourgogne aux escargots* », slogan tout à la fois ambitieux et énigmatique, qui fera bien son petit effet d'ici quatre ou cinq pour redevenir... ministre des Affaires étrangères. ■

Marc Savina